

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**
Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7 ième étage
Montréal
Québec
H5A 1L6
FAX pour soumissions: (514) 496-3822

**Request For a Standing Offer
Demande d'offre à commandes**

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7 ième étage
Montréal
Québec
H5A 1L6

Title - Sujet OCIM décontamination bâtiment	
Solicitation No. - N° de l'invitation EF928-141646/A	Date 2014-02-27
Client Reference No. - N° de référence du client EF928-14-1646	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$MTC-775-12628
File No. - N° de dossier MTC-3-36311 (775)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-03-18	
Time Zone Fuseau horaire Heure Normale du l'Est HNE	
Delivery Required - Livraison exigée .	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Aguilera, Maria Pia	Buyer Id - Id de l'acheteur mtc775
Telephone No. - N° de téléphone (514)496-3573 ()	FAX No. - N° de FAX (514)496-3822
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA 800 RUE DE LA GAUCHETIERE O. PL.BONAVENTURE,PORTAIL S-E,BUR.7300 MONTREAL Québec H5A 1L6 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Telephone No. - N° de téléphone
Facsimile No. - N° de télécopieur

Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm
(type or print)
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/
de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)

Signature

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EF928-141646/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc775

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EF928-14-1646

File No. - N° du dossier

MTC-3-36311

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS

LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ

TPSGC limite la responsabilité de première partie de l'entrepreneur pour les travaux effectués dans les édifices bas, les édifices en hauteur ou les édifices patrimoniaux. Voir les modifications à la CG1.6 « Indemnisation par l'entrepreneur » de la R2810D aux conditions supplémentaires.

CONDITIONS D'ASSURANCE

Les conditions d'assurance ont été modifiées. Consulter les conditions supplémentaires.

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

- IP01 Introduction
- IP02 Code de conduite et attestations, documentation connexe
- IP03 Demandes de renseignements
- IP04 Autorité contractante / Représentant du ministère
- IP05 Quantité
- IP06 Obligation de TPSGC
- IP07 Révision des offres
- IP08 Période de validité des offres
- IP09 Exigences relatives à la sécurité
- IP10 Sites Web

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS (IG)

- IG01 Code de conduite et attestations - offre
- IG02 L'offre
- IG03 Identité ou capacité civile de l'offrant
- IG04 Taxes applicables
- IG05 Frais d'immobilisation
- IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG07 Livraison des offres
- IG08 Révision des offres
- IG09 Rejet d'une offre
- IG10 Coûts relatifs aux offres
- IG11 Numéro d'entreprise - approvisionnement
- IG12 Respect des lois applicables
- IG13 Approbation des matériaux de remplacement
- IG14 Évaluation du rendement
- IG15 Conflit d'intérêts / Avantage indu

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (POC)

- POC01 Généralités
- POC02 Période de l'offre commandes
- POC03 Prolongation de l'offre à commandes
- POC04 Limite des dépenses pour les commandes subséquentes
- POC05 Procédures applicables aux commandes subséquentes
- POC06 Responsables de l'offre à commandes

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

- CS01 Exigences en matière de sécurité pour les entrepreneurs Canadiens
- CS02 Limitation de la responsabilité

Solicitation No. - N° de l'invitation

EF928-141646/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc775

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EF928-14-1646

File No. - N° du dossier

MTC-3-36311

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

**APPENDICE 1 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT
ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT.**

APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

APPENDICE 3 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

APPENDICE 4 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

APPENDICE 5 - DOCUMENTS CONNEXES

APPENDICE 6 - FORMULAIRE D'ATTESTATION D'ASSURANCE

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IPO)

IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des propositions pour des offres à commandes pour la fourniture des services de construction spécialisés pour l'élimination (enlèvement et disposition) de matériaux dangereux contenant principalement de l'amiante, des moisissures, du plomb et des fientes ainsi que pour des travaux d'isolation, de démolition et/ou déconstruction. Les entrepreneurs sélectionnés devront exécuter des travaux selon les besoins.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser au plus trois (3) offres à commandes, chacune pour une durée de (1) année à compter de la date d'émission avec la possibilité de quatre (4) années d'option. La valeur totale en dollars de toutes les offres à commandes est estimée à \$10,000,000.00 (Taxes extra). Les offrants doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; TPSGC attribuera les commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers seront assurés en vertu des offres à commandes seront nécessaires. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.

IP02 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - DOCUMENTATION CONNEXE

En présentant une offre, l'offrant atteste que lui et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions générales aux offrants IG01. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

1. Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrants, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

IP04 AUTORITÉ CONTRACTANTE / REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

1. L'autorité contractante pour cette Demande d'offre à commandes est:

MARIA PIA AGUILERA

Agent d'approvisionnements

Région du Québec

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Place Bonaventure, Portail Sud-Est, bureau 7300
800 rue de La Gauchetière Ouest, Montréal, Qc, H5A 1L6
mariapia.aguilera@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Téléphone: (514) 496-3573
Télécopieur: (514) 496-3822

L'autorité contractante est responsable de la mise en place de l'offre à commandes, de l'administration et des aspects contractuels de chaque commande subséquente.

2. Un Représentant du Ministère sera nommé à chaque émission d'une commande subséquente. Le Représentant du Ministère est chargé de toutes des questions relatives à l'aspect technique des besoins.

IP05 QUANTITÉ

La quantité des travaux et la dépense estimative précisés dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins, exprimée de bonne foi. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

IP06 OBLIGATION DE TPSGC

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires leur préparation, ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute proposition en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

IP07 RÉVISION DES OFFRES

Une offre peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément «Instructions générales aux offrants». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (514) 496-3822.

IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES

1. L'offre ne peut être retirée pour une période de (90) jours suivant la date de clôture de l'invitation.
2. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrants auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
3. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. de l'IP09 est acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.
4. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. de l'IP09 n'est pas acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a. poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires;
 - ou

b. annuler la demande d'offre à commande.

5. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG09 des "Instructions générales aux offrants".

IP9 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant NE PEUVENT PAS AVOIR ACCÈS aux établissements dans lesquels on conserve des renseignements et(ou) des biens (PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS) sans être accompagnés par une personne nommée par le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux doivent être exécutés.

IP10 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf)

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA)

<http://https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

TPSGC, Services de sécurité industrielle

<Http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

TPSGC, Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/229.pdf>

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS

IG01 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - OFFRE

1. Les offrants doivent se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, les offrants doivent a) répondre aux demandes d'offres à commandes (DOC) de façon honnête, juste et exhaustive, b) rendre compte avec précision de leur capacité à satisfaire aux exigences énoncées dans la DOC, les offres à commandes et tous contrats subséquents, c) présenter des offres et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.
2. En outre, les offrants reconnaissent que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions les rendra inadmissibles à l'émission d'une offre à commandes et à l'attribution d'un contrat. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées ci-après sont faux, à quelque égard que ce soit. S'il est déterminé, après l'émission d'une offre à commandes, que l'offrant a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit de mettre de côté l'offre à commande et de résilier pour manquement tous contrats subséquents. L'offrant devra agir avec diligence et maintenir à jour l'information exigée par les présentes. L'offrant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la durée de l'offre à commandes découlant de cette DOC ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes.
3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'offrant si :
 - a. l'offrant ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
 - b. un tiers a le pouvoir de contrôler l'offrant et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. Les offrants qui sont incorporés, incluant ceux déposant une offre à titre de coentreprise, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrants déposant une offre à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux déposant une offre dans le cadre de coentreprise, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci le nom du propriétaire. Les offrants déposant une offre à titre de sociétés, de sociétés de personnes ou d'entreprises n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5. L'offrant doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période de validité de l'offre de même qu'au cours de la période d'exécution de tout contrat découlant de la présente demande d'offres à commandes. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.
6. En présentant une offre, l'offrant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
7. En présentant une offre, l'offrant atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention d'une offre à commandes ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.
8. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu d'un contrat découlant de cette demande d'offres à commandes. De plus, l'offrant atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :
 - a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou
 - b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du Code criminel du Canada, ou
 - c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du Code criminel du Canada, ou
 - d. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la Loi sur la concurrence, ou
 - e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi de l'impôt sur le revenu, ou
 - f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi sur la taxe d'accise, ou
 - g. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers, ou
 - h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.
9. Dans les cas où un pardon ou une suspension de casier a été obtenu, ou pour lesquels des droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, l'offrant doit fournir avec son offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci une copie des documents officiels le confirmant. Si cette documentation

n'a pas été fournie par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de se conformer, l'offre sera déclarée non recevable.

10. Les offrants reconnaissent que le Canada pourrait, à l'extérieur du cadre du présent processus de demande d'offres à commandes, conclure un contrat avec un fournisseur ayant été reconnu coupable de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, ou affilié avec une entité reconnu coupable en vertu de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, lorsqu'ainsi requis de le faire en vertu d'une obligation légale ou judiciaire ou lorsque le Canada l'estime nécessaire dans l'intérêt public pour des raisons incluant, mais sans s'y limiter:
- le contrat ne peut être exécuté que par une seule personne
 - urgence;
 - sécurité nationale;
 - santé ou sécurité;
 - préjudice économique.

Le Canada se réserve le droit d'imposer des conditions ou des mesures supplémentaires afin d'assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement.

IG02 L'OFFRE

1. L'offre doit :
 - a. soumise tel qu'indiqué aux instructions de la DOC ;
 - b. doit être remplie correctement à tous égards;
 - c. être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant; et
 - d. être accompagnée de tout autre document précisé ailleurs dans les documents DOC où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.
2. Toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de proposition de prix ou toute condition ou restriction ajoutée l'offre constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés des énoncés ou des chiffres entrés sur le formulaire de proposition de prix par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.
3. Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents DOC.

IG03 IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DE L'OFFRANT

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution d'une commande, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a. ce pouvoir de signature;
- b. la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des

documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IG04 TAXES APPLICABLES

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013.

IG05 FRAIS D'IMMOBILISATION

Les frais de permis de constructions (s'il y a lieu) seront applicable aux commandes subséquentes. Les offrants ne doivent pas inclure, dans le montant de leur offre, les sommes correspondantes à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

IG06 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS

Nonobstant toute liste de sous-traitants que l'offrant peut être tenu de déposer dans le cadre de l'offre, l'offrant devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la l'offre.

IG07 LIVRAISON DES OFFRES

1. Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :
Section I : offre technique (4) exemplaires papier
Section II : offre financière (1) exemplaire papier
2. Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.
 - a. utiliser du papier de 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po);
 - b. utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes;
3. Les offres devront être présentées en respectant un processus à « deux enveloppes » selon lequel l'offrant présente l'offre technique ainsi que tout autre document exigé dans une première enveloppe et le formulaire de proposition de prix ainsi que tout autre documents exigé dans une deuxième enveloppe. Les deux enveloppes doivent être jointes et cachetées ensemble dans une troisième enveloppe, l'enveloppe d'offre. Toutes les enveloppes sont fournies par l'offrant.
4. L'enveloppe d'offre doit être adressée et présentée au bureau désigné sur la page frontispice « Demande d'offre à commandes » pour la réception des offres. Elle doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiqués pour la clôture des offres. Avant de présenter son offre, l'offrant doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe d'offre :
 - a. numéro de l'invitation;
 - b. le nom de l'offrant;
 - c. l'adresse de l'expéditeur; et
 - d. l'heure et la date de clôture.

-
5. Dans l'offre technique l'offrant doit démontrer comment il rencontre les exigences requises. Le formulaire d'offre technique ainsi que tout autre document exigé doit être joint et cacheté dans une enveloppe avec l'information suivante reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe :
- ENVELOPPE 1 - OFFRE TECHNIQUE;
 - numéro de l'invitation; et
 - nom de l'offrant.
6. Le Formulaire de proposition de prix ainsi que tout autre document exigé rempli doit être joint et cacheté dans une enveloppe avec l'information suivante reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe :
- ENVELOPPE 2 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX;
 - numéro de l'invitation; et
 - nom de l'offrant.

L'offre doit être en dollars canadiens. La protection de fluctuation du taux de change n'est pas offerte. Toute demande de protection de fluctuation du taux de change ne sera pas considérée.

7. La livraison correcte des offres dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive de l'offrant.

IG08 RÉVISION DES OFFRES

- Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offrant.
- Une modification une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).

IG09 REJET D'UNE OFFRE

- Le Canada n'est tenue d'accepter aucune offre, même la plus basse.
- Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1. de l'IG09, le Canada peut rejeter une offre dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - les privilèges permettant au l'offrant de présenter des offres ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
 - les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans l'offre de présenter des offres sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à faire une offre pour les travaux ou pour à la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
 - l'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;
 - des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans l'offre;

-
- e. des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - f. dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :
 - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux à l'offrant, à un sous-traitant ou à un employé visé dans l'offre; ou
 - ii. Le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la demande d'offre.
3. Dans l'évaluation du rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2. f. i. & ii. de l'IG09, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes
- a. la qualité de l'exécution des travaux de l'offrant;
 - b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c. la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
 - d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1. 2. et 3. de l'IG09, le Canada peut rejeter toute offre selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des offrans proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b. la capacité de l'offrant à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
 - c. le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats.
5. Dans les cas où une offre devrait être rejetée conformément aux alinéas 1, 2, 3. ou 4. de l'IG09, pour des motifs distincts de ceux exposés au sous-alinéa 2.f. de l'IG09, l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.
6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les offres qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'offre et les exigences énoncées dans les documents de demande d'offre peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres offrans.

IG10 COÛTS RELATIFS AUX OFFRES

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande d'une DOC. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

IG11 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT

1. Les offrants doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les offrants peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs sur le site Web <https://achatsetventes.gc.ca/>.

IG12 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

1. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et l'établissement d'un contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées l'alinéa 1.de l'IG12, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non respect des exigences exprimées à l'alinéa 2.de l'IG12 donnera lieu au rejet de l'offre.

IG13 APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT

Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, l'offre doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des offres. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de l'offre, on publiera un addenda aux documents d'offres.

IG14 ÉVALUATION DU RENDEMENT

1. Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'offrant pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'offrant est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
2. Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

IG15 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrants sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :
 - a. l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, participé d'une manière ou d'une autre la préparation de la DOC; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
 - b. le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, eu accès des renseignements relatifs la DOC qui n'étaient pas la disposition des autres offrants et que cela donne ou semble donner à l'offrant un avantage indu.

2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la DOC (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. Cet offrant demeure cependant assujetti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada à l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrants ayant un doute par rapport une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la DOC. En déposant une offre l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (PO)

POC01 GÉNÉRALITÉS

1. L'entrepreneur reconnaît qu'une offre commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada à acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat cet effet.
2. L'entrepreneur propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité contractante pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'entrepreneur comprend et convient :
 - a. qu'une commande subséquente à une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
 - b. que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
 - c. que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
 - d. que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
 - e. que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

La période au cours de laquelle on pourra passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commande sera de un (1) ans, à partir de la date de début identifiée à l'offre à commande.

POC03 PROLONGATION DE L'OFFRE À COMMANDES

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour **quatre (4) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune**, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

POC04 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES

L'offre à commandes sera établie avec une limite maximale de dépenses de (*égale à la valeur de la commande subséquente*) (taxes applicables comprises) pour chacune des commandes subséquentes.

POC05 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES

1. Les travaux seront commandés comme suit :
 - a. Le Représentant du Ministère déterminera l'étendue des travaux à fournir. Pour chaque commande subséquente, on prendra en considération les entrepreneurs selon un système

automatisé de répartition. Ce système fera un suivi de toutes les commandes subséquentes attribuées à chaque entrepreneur et tiendra jour un cumul de la valeur monétaire des contrats attribués. Le système établira, pour chaque entrepreneurs, un pourcentage de répartition idéale du travail, fondé sur les éléments suivants :

(40) % du travail confié l'entrepreneur classé premier; (30) % pour l'entrepreneur classé deuxième; (30) % pour le troisième; dans l'éventualité que moins de [3] entrepreneurs soient retenus, le % de travail réparti sera distribué aux offrants retenus en utilisant la formule suivante:

Le % révisé de répartition = $\frac{\% \text{ préétabli}}{100 \text{ moins le } \% \text{ réparti}} \times 100$

- b. L'entrepreneur qui aura obtenu le moins de travail par rapport à son pourcentage de répartition idéale établi en relation avec les autres entrepreneurs sera retenu pour la commande suivante.
 - c. Pour chaque commande subséquente on fournira l'énoncé des travaux et l'entrepreneur présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs unitaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'entrepreneur comprendra l'ensemble des travaux tel que spécifié incluant l'immobilisation, les sous-traitants, les matériaux, la main d'œuvre l'outillage, frais d'administration et de supervision incluant le(s) permis de construction selon les normes et règlements.
2. L'entrepreneur sera autorisé par écrit à exécuter les travaux par l'autorité contractante qui établira une commande subséquente l'offre à commandes en utilisant le formulaire 2829.
 3. On doit discuter avec le Représentant du Ministère de tous les changements qu'on propose d'apporter à l'étendue des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être autorisés qu'au moyen d'un modificatif établi par l'autorité contractante.

POC06 RESPONSABLES DE L'OFFRE À COMMANDES

Le responsable de l'autorité contractante de l'offre à commandes est :

Maria Pia Aguilera
Agent d'Approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction des approvisionnements et de la rémunération
800 de la Gauchetière Ouest
Montréal, QC.
H5A 1L6
Téléphone : 514-496-3573
Télécopieur : 514-496-3822
Courriel : mariapia.aguilera@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'autorité contractante de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

Le responsable de l'autorité technique pour l'offre à commandes est :

Le responsable de l'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EF928-141646/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc775

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EF928-14-1646

File No. - N° du dossier

MTC-3-36311

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Nom : _____

Titre : _____

Département : _____

Direction : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

L'entrepreneur retenue pour l'offre a commande est :

Nom : _____

Contact : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, LIEUX DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS

Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant NE PEUVENT PAS AVOIR ACCÈS aux établissements dans lesquels on conserve des renseignements et(ou) des biens (PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS) sans être accompagnés par une personne nommée par le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux doivent être exécutés.

CS02 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ

La CG1.6 de la R2810D est supprimée et remplacée par le texte suivant:

CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur

1. L'entrepreneur exonère et indemnise le Canada des réclamations, demandes d'indemnisation, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures se rapportant aux pertes subies par le Canada ou aux réclamations de tierces parties et découlant, de quelque façon que ce soit, des activités de l'entrepreneur dans l'exécution des travaux, dans la mesure où ces réclamations sont causées par des actes négligents ou délibérés ou des omissions attribuables à l'entrepreneur, ou quiconque dont il est responsable en vertu de la loi.
2. L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada pour chacune des pertes liées la responsabilité de première partie est limitée comme suit :
 - a. en ce qui trait à chacune des pertes pour lesquelles une assurance doit être fournie en vertu des exigences en assurance du contrat de la CG10.1 « Polices d'assurance » de la R2900D, elle est limitée au plafond par sinistre, de l'assurance responsabilité civile des entreprises, comme il est indiqué aux exigences en assurance du contrat dans la R2910D « Conditions d'assurance »;
 - b. en ce qui trait aux pertes pour lesquelles aucune assurance n'est requise, en vertu des exigences en assurance du contrat de la CG10.1 « Polices d'assurance » de la R2900D, elle est limitée au montant le plus élevé entre le montant du contrat et 5,000,000 \$ mais en aucun cas le montant ne doit être supérieur à 20,000,000 \$.

Les montants ci-dessus ne comprennent pas les intérêts ni les frais de justice et ne sont applicables aucune violation des droits de propriété intellectuelle ou des obligations de garantie.

3. L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada, pour des pertes liées la responsabilité de tierces parties n'est assujettie aucune limite, y compris la totalité des frais qu'il devra engager pour se défendre en cas de poursuite par une tierce partie. Lorsque le Canada l'exige, l'entrepreneur doit défendre le Canada contre toute réclamation présentée par une tierce partie.
4. L'entrepreneur acquitte l'ensemble des redevances et des droits de brevet nécessaires l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux, ou toute partie de ceux-ci, réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
5. Un avis écrit d'une réclamation doit être donné dans un délai raisonnable après que les faits sur lesquels est fondée cette demande deviennent connus.

CS03 CONDITIONS D'ASSURANCE**1) Polices d'assurance**

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la garantie pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS04 L'article CG3.8 de la clause R2830D est modifié comme suit

1. Le titre a été modifié de « Main-d'œuvre et justes salaires » à « Main-d'œuvre ».
2. Annuler le paragraphe 1.
3. Renuméroter les paragraphes subséquents en conséquence.

CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Pour les contrats d'une valeur de moins de 100 000,00 \$

1. Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
 - a. La commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
 - b. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales	R2810D	(2013-04-25);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2012-07-16);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2010-01-11);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2013-04-25);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2884D	(2008-05-12);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);

 Conditions supplémentaires;
 Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1R2950D (2007-05-25);
 - c. Toute modification aux documents de l'offre à commandes qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC:
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

Pour les contrats d'une valeur de 100 000,00 \$ et plus

1. Les documents suivants constituent le contrat:
 - a. La commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
 - b. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales	R2810D	(2013-04-25);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2012-07-16);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2010-01-11);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2013-04-25);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2880D	(2012-07-16);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2012-07-16);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);

 Conditions supplémentaires;
 Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1 R2950D (2007-05-25);

- c. Toute modification aux documents de l'offre à commandes qui est apportée conformément aux conditions générales.;
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC:
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

3. Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$(**égale à la valeur de la commande subséquente**). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

4.3 Clauses du guide des CCUA

C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire

C0711C (2008-05-12), Contrôle du temps

H1000C (2008-05-12) Paiement unique

5. Instructions pour la facturation

Instructions relatives aux demandes de paiements

1. L'entrepreneur doit soumettre ses demandes de paiements progressif conformément à "2550D / R2850D des conditions générales en utilisant le formulaire 1792 demande de paiement progressif. Les demandes de paiements ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur ceux-ci soient complétés.

Chaque demande de paiement doit être appuyée par :

- une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
- une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
- une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EF928-141646/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc775

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EF928-14-1646

File No. - N° du dossier

MTC-3-36311

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

2. Les demandes de paiements doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues au CG10: Assurances (R2900D); Se référer aux Conditions d'assurances du CS03

EF928-141646/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc775

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EF928-14-1646

File No. - N° du dossier

MTC-3-36311

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

APPENDICE 1 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUT LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT

AVIS AUX OFFRANTS
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS

This image shows a blank sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and extend across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

A1. INTRODUCTION

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) réalise des travaux d'élimination de matériaux dangereux contenus dans les installations de nombreux ministères fédéraux depuis plusieurs années.

Que ce soit dans un contexte de démolition, de déconstruction et/ou de rénovation, TPSGC est appelé à enlever et à éliminer différents matériaux dangereux dont les principaux contiennent de l'amiante, des moisissures, du plomb ou des fientes de pigeon. Également, sur une base moins fréquente, on peut aussi trouver, sans s'y limiter, des matériaux contenant : formaldéhyde, BPC, mercure, etc.

Les Services Environnementaux (SE) de TPSGC invitent donc les entrepreneurs licenciés et spécialisés dans le domaine de l'élimination (enlèvement et disposition) de matériaux dangereux et de la démolition/déconstruction ainsi que l'isolation à lui soumettre des propositions pour une offre à commandes.

A.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX ET SERVICES

Les services requis seront destinés principalement aux différents chargés de projet de TPSGC. Les services de construction spécialisés pour l'élimination (enlèvement et disposition) de matériaux dangereux et la démolition/déconstruction ainsi que l'isolation permettront à TPSGC de procéder à des travaux avec des entrepreneurs qualifiés, licenciés et compétents à prix concurrentiel.

À l'heure actuelle, il est impossible de prévoir le volume de travail et encore plus difficile de prévoir la répartition par type de travaux, toutefois, l'expérience de TPSGC permet d'affirmer que plus de 75 % des travaux pour le volet élimination seront exécutés sur des matériaux contenant de l'amiante.

A2.1 Travaux et services requis

Sauf indication contraire dans les commandes subséquentes, l'offre à commandes portera sur les services suivants :

- Fournir les outils, les équipements, le matériel, les méthodes de travail sécuritaire et la main d'œuvre nécessaires pour exécuter et compléter les travaux demandés dans les commandes subséquentes et ce, conformément aux exigences réglementaires ainsi qu'aux bonnes pratiques applicables.

Chacune des commandes subséquentes devra être exécutée selon des plans et devis ou une portée des travaux spécifique établie par le chargé de projet de TPSGC.

A2.2 Type de travaux et services à exécuter

Tel que mentionné dans la section précédente, la nature et l'ampleur des travaux seront déterminés lors des commandes subséquentes. Toutefois, ce sera la responsabilité de l'entrepreneur de proposer et de faire approuver les méthodes de travail sécuritaire par rapport aux types de risques identifiés.

Sans s'y limiter, les travaux d'**élimination de matériaux** dangereux susceptibles d'être exécutés sont principalement :

- du nettoyage de surface et de locaux contaminés par des matériaux dangereux endommagés et/ou contaminés dans des conditions de chantier déterminées par le type de risque;
- des réparations et/ou de l'enlèvement de matériaux dangereux endommagés et/ou contaminés dans des conditions de chantier déterminées par le type de risque;
- de l'entreposage et de la disposition de matériaux dangereux dans des sites d'enfouissement et/ou de traitement autorisé.

Sans s'y limiter, les travaux de **démolition** et/ou de **déconstruction** susceptibles d'être exécutés sont principalement:

- des travaux obligatoirement post élimination de matériaux dangereux;
- des travaux de démolition standard ou de déconstruction exigeant la ségrégation et la gestion des matériaux de construction dans le but de les réutiliser, les recycler ou les éliminer;
- avec l'autorisation de TPSGC, des travaux connexes et/ou complémentaires aux travaux de démolition (ex : érection temporaire de structure soutènement, obturation d'ouverture au niveau de la toiture, pavage de surface, etc.)

Sans s'y limiter, les travaux d'**isolation** susceptibles d'être exécutés sont principalement:

- des travaux obligatoirement post élimination de matériaux dangereux;
- des travaux d'isolation (calorifugeage) principalement sur des équipements mécaniques.

Les méthodes de travail sécuritaire proposées et utilisées par l'entrepreneur pour effectuer les travaux d'élimination (enlèvement et disposition) devront respecter les lois, règlements, codes, normes et bonne pratique applicable et en vigueur. Sans s'y limiter, voici les principaux :

Amiante

- Politique ministérielle 057 - Gestion de l'amiante de TPSGC

http://www.njc-cnm.gc.ca/aux_bin.php?auxid=576

- Code de sécurité pour les travaux de construction du Québec (S-2.1, r.6)

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/S_2_1/S2_1R4.HTM

Moisissure

- Lignes directrices sur les moisissures pour l'industrie canadienne de la construction (ACC 82, 2004)

<Http://www.cca-acc.com/documents/electronic/cca82/acc82.pdf>

Plomb

- Clauses spécifiques - Santé et sécurité au travail - Travaux impliquant une exposition faible au plomb, TPSGC 2005 (Document interne, voir copie en annexe)

-
- Clauses spécifiques - Santé et sécurité au travail - Travaux impliquant une exposition moyenne ou élevée au plomb, TPSGC 2005 (Document interne, voir copie en annexe)
 - L'exposition au Plomb, CSST 2004

http://www.csst.qc.ca/NR/rdonlyres/582B7D30-4751-4E54-A058-8917CF11A76D/2963/dc_200_16161_1.pdf

- HUD Guidelines for the Evaluation and Control of Lead-Based Paint Hazards in Housing, U.S. Department of Housing and Urban Development 2007

<http://www.hud.gov/offices/lead/lbp/hudguidelines/index.cfm>

Fiente

- Clauses spécifiques - Santé et sécurité au travail - Mesures de protection lors du nettoyage des fientes d'oiseaux, TPSGC 2005 (Document interne, voir copie en annexe)

Espace clos

- Clauses spécifiques - Santé et sécurité au travail - Condition particulière aux espaces clos, TPSGC 2006 (Document interne, voir copie en annexe)

Pour ce qui est des travaux de démolition, de déconstruction et d'isolation, l'entrepreneur devra respecter les différentes exigences et références spécifiées au plans et devis ou à la portée des travaux ainsi que pour la sécurité générale sur les chantiers de TPSGC, mettre en application le Code de sécurité pour les travaux de construction du Québec (S-2.1, r.6). Si requis au devis, l'entrepreneur devra produire et soumettre un plan de réduction des matériaux de déconstruction afin de répondre aux différentes exigences de performance lors de travaux de déconstruction. Finalement, si requis, l'entrepreneur peut être appelé à déposer des plans de démolition scellés par un ingénieur.

L'entrepreneur devra **obligatoirement** détenir les licences spécialisées de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) liées aux types de travaux requis. Si une partie des travaux est sous-traitée à un autre entrepreneur, fournir le nom de l'entreprise et les licences appropriées.

Les travaux devront être exécutés par du personnel qualifié et détenteur de carte de compétence. Le respect de ces compétences et ce, pour chacune des spécialités requises est sous la responsabilité de l'entrepreneur.

De son côté TSPGC assurera le service de la surveillance de la qualité de l'air, ce qui signifie que ce service **ne fera pas partie de la présente offre à commande.**

Finalement, des travaux pourraient être exécutés dans des **espaces clos**, le personnel proposé par l'entrepreneur devra donc présenter les attestations de formation nécessaires en espace **clos et formation de secourisme** de chacun des membres de l'équipe proposé avant de procéder aux travaux. Il en va de même pour les attestations de formation pour **l'amiante et les moisissures**.

Prendre note que des attestations médicales peuvent être requises dans certains cas précis (ex : attestation pour l'utilisation d'un appareil à adduction d'air, plombémie, etc.).

A2.3 Exécution des travaux

Pendant toute la durée de réalisation des services, le Proposant accepte de prendre en charge toutes les responsabilités normalement dévolues au maître d'œuvre en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et d'agir comme surveillant de chantier.

A2.4 Documents à soumettre pour les commandes subséquentes

Pour chacune des commandes subséquentes, l'entrepreneur devra soumettre au chargé de projet de TPSGC les documents suivants :

- Une soumission* de type "budgetaire" basée sur les tarifs horaires convenu dans la présente OAC ainsi qu'un échéancier ;
- La liste des employés de l'entrepreneur avec leurs attestations nécessaire de formation respectives et dans certains cas, les formulaires d'enquête de sécurité dûment remplis requis par certains clients ;
- Les méthodes de travail sécuritaire proposées avec un programme de prévention adapté aux risques identifiés dans la portée des travaux ;
- Si requis, une copie de l'avis d'ouverture de chantier de la CSST ;
- Les preuves de disposition des matériaux dangereux dans un site autorisé ;
- Attestations de formation spécifiques du personnel pour la manipulation des matériaux dangereux autres que l'amiante et les moisissures ;
- Si requis les spécifications (dessin d'atelier) pour l'isolant (calorifugeage);
- Si requis, un plan de réduction des matériaux de déconstruction ;
- Si requis, des plans de démolition scellés par un ingénieur :

Tout autre document exigé dans les clauses spécifiques de TPSGC.

** Prendre note que TPSGC se réserve le droit pour des mandats spécifiques de demander des propositions forfaitaires.*

A3. EMPLACEMENT DES TRAVAUX

L'ensemble des installations fédérales pour la Région du Québec.

A3.1 Limites territoriales

Pour tout ce qui touche les frais de déplacement, les deux régions seront séparées en fonction des régions administratives du Québec

* Veuillez noter que tous les territoires couverts par la convention de la baie-James et du Nord Québécois sont exclus de la présente offre à commandes

La région de l'est comprendra les régions suivantes :

01 Bas Saint-Laurent

Solicitation No. - N° de l'invitation

EF928-141646/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc775

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EF928-14-1646

File No. - N° du dossier

MTC-3-36311

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

02 Saguenay Lac Saint-jean

03 Capitale Nationale

09 Côte-Nord

10 Nord du Québec

11 Gaspésie - îles-de-la-Madeleine

12 Chaudière Appalaches

La région de l'ouest comprendra les régions suivantes :

04 Mauricie

05 Estrie

06 Montréal

07 Outaouais

08 Abitibi-Témiscamingue

13 Laval

14 Lanaudière

15 Laurentides

16 Montérégie

17 Centre-du-Québec

À titre d'information, vous trouverez la carte du Québec présentant les différentes régions administratives:



APPENDICE 3- PROCÉDURES D'ÉVALUATION OU MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Il est suggéré de traiter les critères ci-après avec suffisamment de détails dans votre proposition et dans l'ordre dont ils sont énumérés.

Seules les propositions rencontrant les critères ci-dessous seront considérées pour l'évaluation financière.

Description de l'entrepreneur

(Ce qu'il faut fournir dans votre soumission)

- Une description des travaux et services que vous offrez
- Un organigramme corporatif.

Licences spécialisées RBQ :

(Ce qu'il faut fournir dans votre soumission)

- Une **copie des différentes licences spécialisées émise par la RBQ** à votre entreprise pour démontrer le droit d'exécuter chacun des travaux spécifiés dans le présent document (Décontamination/Déconstruction/Démolition/Isolation).

Expérience de l'entrepreneur :

(Ce qu'il faut fournir dans votre soumission)

- Cinq (5) projets réalisés avec succès au cours des trois (3) dernières années qui montrent que votre entreprise a œuvré dans chacune des spécialités* demandées (6), soit :
 - **des travaux impliquant des matériaux contenant de l'amiante**
 - **des travaux impliquant des matériaux contaminés par des moisissures**
 - **des travaux impliquant des matériaux contenant du plomb**
 - **des travaux impliquant des matériaux contaminés par des fientes**
 - **des travaux de démolition/déconstruction**
 - **des travaux d'isolation**

Pour chacun des projets présentés, les informations suivantes doivent être fournies :

- o date et lieu du projet;
- o client (nom et numéro de téléphone du responsable chez le client) ;
- o coût d'achèvement du projet;
- o description et étendue du projet;
- o spécialités* couvertes dans le projet.

** Les combinaisons de spécialité sont permises à l'intérieur d'un même projet, vous devez vous assurer de couvrir les cinq (6) spécialités ci-dessus.*

Formation des employés :

(Ce qu'il faut fournir dans votre soumission)

- Une copie **des attestations de formation pour l'amiante et les moisissures** pour chacun des travailleurs susceptibles de travailler sur nos projets.

Par la suite après l'octroi, lorsque requis par un projet et avant l'émission de commande, l'entrepreneur devra fournir une preuve à l'effet que son personnel a reçu l'information nécessaire concernant les risques d'exposition et les méthodes de travail sécuritaires pour manipuler des matériaux contenant du plomb, des fientes ou tout autres matériaux dangereux.

2. Méthode de sélection

2.1 Critères techniques obligatoires seulement

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

APPENDICE 4 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

B1. Travaux d'élimination de matériaux dangereux

Pour les fins de la présente évaluation, compléter uniquement les cellules ombragées et ne pas tenir compte des heures et des montants fictifs. Ces paramètres ont été établis afin d'effectuer une évaluation uniforme. L'ensemble des taux horaires et le pourcentage de profit sur les matériaux inscrits dans le tableau et soumis par le Proposant deviendront les taux et le pourcentage référence lors des commandes subséquentes.

TPSGC reconnaît qu'il y a des différences pour les méthodes et les équipements de protection individuelle (ÉPI) selon le type de matériaux dangereux à traiter, mais elles sont très peu significatives dans la détermination des taux horaires. Alors, pour éviter toute confusion et avoir une base de référence, que ce soit des travaux exécutés sur des matériaux contenant de l'amiante, des moisissures, du plomb ou des fientes, un seul taux horaire est demandé.

Description	Taux horaire (\$/H)	Temps et montants fictifs	Prix Total
Main d'oeuvre	Horaire normal		
Contremaître		1 000 H	
Personnel régulier		5 000 H	
Matériaux/Équipements			
Majoration profit (%)*		\$100 000.00	
Total de la soumission			\$

* Le présent pourcentage (%) est uniquement pour le profit sur les matériaux/équipements.

Description	Taux horaire (\$/H)	Temps et montants fictifs	Prix Total
Main d'oeuvre	En dehors des heures normales		
Contremaître		10 H	
Personnel régulier		50 H	
Total de la soumission			\$

Les frais maximum d'hébergement et de déplacement engagés par l'entrepreneur avec l'autorisation de TPSGC lui seront remboursés conformément à la directive du Conseil du Trésor sur les voyages. Le calcul pour les frais de déplacement pourront être imputés qu'à un seul véhicule transportant l'équipe de travail et ce, en tenant compte que le point de départ du véhicule sera toujours pour la région de l'Ouest du Québec, celui de la Place Bonaventure (H5A 1L6) à Montréal et pour la région de l'Est du Québec, celui du nouvel édifice fédéral de Québec (1550 Avenue. d'Estimaerville, G1J 5E9) ou le bureau de l'entrepreneur situé le plus près du projet.

Prenez note qu'une visite des lieux pourrait être nécessaire avant l'émission d'une commande subséquente. Les frais de déplacements devront alors être assumés par l'entrepreneur.

B2. Travaux de démolition/déconstruction

Pour les fins de la présente évaluation, compléter uniquement les cellules ombragées et ne pas tenir compte des heures et des montants fictifs. Ces paramètres ont été établis afin d'effectuer une évaluation uniforme. L'ensemble des taux horaires et le pourcentage de profit sur les matériaux inscrits dans le tableau et soumis par le Proposant deviendront les taux et le pourcentage référence lors des commandes subséquentes.

Description	Taux horaire (\$/H)	Temps et montants fictifs	Prix Total
Main d'oeuvre	Normal		
Contremaître		1000 H	
Personnel régulier		5000 H	
Matériaux/Équipements/Transport/Disposition			
Majoration profit (%)*		\$50,000.00	
Total de la soumission			\$

* Le présent pourcentage (%) est uniquement pour le profit sur les matériaux/équipements/transport/disposition.

Description	Taux horaire (\$/H)	Temps et montants fictifs	Prix Total
Main d'oeuvre	En dehors des heures normales		
Contremaître		10 H	
Personnel régulier		50 H	
Matériaux/Équipements/Transport/Disposition			
Total de la soumission			\$

Les frais maximum d'hébergement et de déplacement engagés par l'entrepreneur avec l'autorisation de TPSGC lui seront remboursés conformément à la directive du Conseil du Trésor sur les voyages. Le calcul pour les frais de déplacement pourront être imputés qu'à un seul véhicule transportant l'équipe de travail et ce, en tenant compte que le point de départ du véhicule sera toujours pour la région de l'Ouest du Québec, celui de la Place Bonaventure (H5A 1L6) à Montréal et pour la région de l'Est du Québec, celui du nouvel édifice fédéral de Québec (1550 Avenue. d'Estimauville, G1J 5E9) ou le bureau de l'entrepreneur situé le plus près du projet.

Prenez note qu'une visite des lieux pourrait être nécessaire avant l'émission d'une commande subséquente. Les frais de déplacements devront alors être assumés par l'entrepreneur.

B3. Travaux d'isolation

Pour les fins de la présente évaluation, compléter uniquement les cellules ombragées et ne pas tenir compte des heures, des distances et des montants fictifs. Ces paramètres ont été établis afin d'effectuer une évaluation uniforme. L'ensemble des taux horaires et le pourcentage de profit sur les matériaux

inscrits dans le tableau et soumis par le Proposant deviendront les taux et le pourcentage référence lors des commandes subséquentes.

Description	Taux horaire (\$/H)	Temps et montants fictifs	Prix Total
Main d'oeuvre	Normal		
Calorifugeur		1000 H	
Matériaux/Équipements			
Majoration profit (%)*		\$50,000.00	
Total de la soumission			\$

* Le présent pourcentage (%) est uniquement pour le profit sur les matériaux/équipements/transport/disposition.

Description	Taux horaire (\$/H)	Temps et montants fictifs	Prix Total
Main d'oeuvre	En dehors des heures normales		
Calorifugeur		10 H	
Matériaux/Équipements			
Total de la soumission			\$

Les frais maximum d'hébergement et de déplacement engagés par l'entrepreneur avec l'autorisation de TPSGC lui seront remboursés conformément à la directive du Conseil du Trésor sur les voyages. Le calcul pour les frais de déplacement pourront être imputés qu'à un seul véhicule transportant l'équipe de travail et ce, en tenant compte que le point de départ du véhicule sera toujours pour la région de l'Ouest du Québec, celui de la Place Bonaventure (H5A 1L6) à Montréal et pour la région de l'Est du Québec, celui du nouvel édifice fédéral de Québec (1550 Avenue. d'Estimaerville, G1J 5E9) ou le bureau de l'entrepreneur situé le plus près du projet.

Prenez note qu'une visite des lieux pourrait être nécessaire avant l'émission d'une commande subséquent. Les frais de déplacements devront alors être assumés par l'entrepreneur.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EF928-141646/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

MTC-3-36311

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc775

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

EF928-14-1646

APPENDICE 5 - DOCUMENTS CONNEXES

Solicitation No. - N° de l'invitation

EF928-141646/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc775

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EF928-14-1646

File No. - N° du dossier

MTC-3-36311

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

APPENDICE 6 - FORMULAIRE D'ATTESTATION D'ASSURANCE

(voir document PDF ci-joint)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EF928-141646/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc775

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EF928-14-1646

File No. - N° du dossier

MTC-3-36311

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Mesures de protection lors du nettoyage des fientes d'oiseaux

Note : Les recommandations et mesures de précaution pour le nettoyage des fientes d'oiseaux décrites à cette annexe sont tirées en grande partie du mémoire de fin d'études de Malo Blanchard de l'École Nationale de la Santé Publique (2001) pour la formation des Ingénieurs du génie sanitaire intitulé : les risques sanitaires reliés aux déjections de pigeon en milieu de travail au Québec – mesures de prévention.

Puisque le nettoyage des fientes d'oiseaux présente certains risques pour les travailleurs et l'environnement, les diverses recommandations et mesures de précaution énoncées ci-dessous doivent être suivies.

1.0 Humidification et élimination des fientes

Afin d'éviter au maximum la mise en suspension des poussières susceptibles de contenir des agents infectieux, l'Entrepreneur devra, à l'aide d'un pulvérisateur, humidifier les déjections sèches afin de former un « agglomérat » compact dans lequel les poussières seront emprisonnées et ne pourront plus être mises en suspension.

À noter qu'il est interdit d'utiliser l'eau sous haute pression à cette étape pour nettoyer les fientes. L'eau sous pression, tel que décrit sur les notes au plan, ne pourra être utilisée tant que toutes les déjections n'auront pas été ramassées.

Une fois les fientes humidifiées, l'Entrepreneur devra les ramasser à l'aide d'une pelle et les évacuer dans des sacs en plastique double épaisseur et ultra résistant ou dans des conteneurs étanches, scellés et clairement identifiés. Ces derniers doivent être évacués avec précaution pour éviter toute perforation durant le transport. Les déjections doivent être considérées comme du matériel infecté et entrer dans la filière de traitement de déchets adéquate. Lors de la disposition de ces rebuts, l'Entrepreneur devra se conformer aux exigences de la Loi sur la qualité de l'environnement et de toutes les autres réglementations provinciales ou fédérales applicables. Avant de commencer les travaux, la quantité de déchets à traiter doit être approximativement évaluée (la masse volumique des fientes est de l'ordre de 700 kg par m³). Des contacts doivent être pris avec les sites d'enfouissement où d'incinération de déchets afin de mettre au point les dispositions de traitement des matériaux à éliminer.

2.0 Désinfection du site

Après l'élimination des déjections, l'Entrepreneur devra procéder à une désinfection des surfaces du site afin de se prémunir de toute infection ultérieure. Pour ce faire, une solution d'hypochlorite de sodium (eau de javel) 1 % (10 000 ppm (mg/L)) présente les propriétés requises. L'hypochlorite de sodium 1 % correspond à une dilution par 5 de l'eau de javel commerciale 5 % (1 dose d'eau de javel pour 4 doses d'eau). Le temps de contact du désinfectant doit être de 30 minutes afin que son action soit optimale sur tous les microorganismes.

Un lavage à l'eau après l'évacuation des fientes peut être envisagé avant la désinfection, afin d'éliminer les quelques résidus de matière organique éventuellement restants et ainsi prévenir la neutralisation du désinfectant. Un lavage à l'eau sous-pression est également requis après la désinfection afin de s'assurer la compatibilité des produits de réparation de béton et éviter toute réaction avec le désinfectant.

Le désinfectant pourra être épandu grâce à un pulvérisateur sur l'ensemble des surfaces préalablement nettoyées. Pour les travaux extérieurs, lors de fortes chaleurs ou de grand vent (évaporation plus rapide du chlore), l'Entrepreneur devra vaporiser le désinfectant plusieurs fois à quelques minutes d'intervalle et ce, afin de s'assurer que le temps de contact de 30 minutes est bien effectif. Avant de poursuivre les travaux, les secteurs désinfectés devront être approuvés par l'Ingénieur de TPSGC.

3.0 Mesures de protection individuelle des travailleurs

3.1 Protection respiratoire

Comme les agents infectieux potentiellement présents dans les fientes d'oiseaux sont transmissibles à l'homme par voie aérienne et que la solution d'hypochlorite de sodium utilisée comme désinfectant libère dans l'air ambiant du chlore, reconnu pour ses propriétés agressives et irritantes pour les muqueuses, l'utilisation d'un appareil de protection respiratoire est obligatoire compte tenu du risque d'altération de la santé par inhalation de ces deux types de polluants.

Le choix du type de protection respiratoire doit se faire en fonction des niveaux d'expositions aux déjections, c'est-à-dire entre autres de l'activité de l'individu, du milieu de travail, mais aussi de la quantité de fientes présentes et de la durée d'exposition. Indépendamment du modèle choisi, l'appareil doit être minimalement un masque avec cartouches filtrantes à haute efficacité (HEPA ou N100), répondre aux normes canadiennes et être certifié NIOSH (National Institute for Occupational Safety and Health) et être utilisé par un personnel ayant reçu une formation préalable sur la bonne manipulation des masques.

En plus de cette protection respiratoire visant à se prémunir des agents infectieux, une protection contre les vapeurs chimiques est indispensable chaque fois qu'il y aura emploi d'eau de javel. Un filtre antigaz adapté (blanc avec une bande jaune pour le chlore) sera alors rajouté au masque ou au demi-masque en plus du filtre à particules. Des combinaisons jetables ainsi que des surchaussures devront être portées par tous les travailleurs afin d'éviter la contamination par des agents pathogènes des vêtements de ces derniers. Les ouvriers doivent également porter des gants afin d'éviter toute coupure et contamination de plaies cutanées.

Après le travail en milieu contaminé, les travailleurs doivent, avant de retirer l'appareil de protection respiratoire enlever la tenue jetable, les gants et surchaussures, les placer dans un sac en plastique résistant qui sera évacué avec les déjections vers un site d'enfouissement ou un incinérateur en respectant toutes les exigences relatives à la disposition de ces rebuts.

3.2 Mesures d'hygiène personnelles

Des lavabos avec des serviettes jetables doivent être mis à la disposition des travailleurs. Les travailleurs devront au minimum se laver les mains et le visage à chaque fois qu'ils quittent la zone contaminée. Les installations sanitaires doivent être situées à l'extérieur de la zone contaminée.

4.0 Utilisation d'aspirateur

Là où l'humidification est rendue impossible en raison des spécificités du site (dégâts d'eau), l'utilisation d'aspirateurs industriels puissants possédant un filtre haute efficacité adapté au ramassage de fines poussières contaminées peut être une bonne alternative. Les aspirateurs doivent être impérativement équipés de filtres HEPA (High-efficiency Particulate Air-Filters) ayant une efficacité de collection de 99,97%. L'utilisation de camions avec système aspirant et cuve intégrés est également permit.

- Fin de l'annexe -

Travaux impliquant une exposition faible au plomb

Note au rédacteur : Type de travaux inclus dans ce type de risques : inspections non-périodiques, expertises non-périodiques, visites de chantier, courte durée, travaux légers, démolition mécanique avec procédé humide...En cas de doute, veuillez contacter votre coordonnateur Santé et Sécurité.

Mesures adéquates

L'Entrepreneur doit connaître tous les risques associés à l'exposition au plomb. L'Entrepreneur convient qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la santé de ses travailleurs et du public. Les règles qui suivent constituent un minimum et ne diminuent en rien les exigences déjà établies par les lois et règlements en vigueur. S'il apparaissait, suite aux analyses sanguines des travailleurs ou aux analyses de l'air, que les mesures prises ne sont pas suffisantes, l'Entrepreneur devra arrêter les travaux et, à ses frais, modifier la procédure de travail, fournir d'autres équipements de protection ou prendre toute autre mesure pour que la santé des travailleurs et du public ne soit pas compromise.

L'Entrepreneur doit utiliser des méthodes de travail qui permettent de contenir et de contrôler les résidus contaminés. À moins que ce soit impossible ou que cela génère d'autres dangers, la décontamination devra se faire par procédé mouillé. Selon les procédés utilisés, il pourra être nécessaire de garder la zone de travail sous pression négative pour prévenir la fuite de brouillards ou de poussière contaminés.

Formation

Avant d'autoriser les ouvriers à entrer dans la zone contaminée, l'Entrepreneur devra former tous ses travailleurs et, le cas échéant, ceux de ses sous-traitants de sorte qu'ils puissent effectuer leur travail en toute sécurité. De façon non limitative, cette formation comprendra notamment :

- Les risques d'exposition au plomb
- Les voies de pénétration dans l'organisme
- La description en détails des méthodes de travail
- Les mesures préventives
- Les mesures d'hygiène essentielles
- Le droit que leur confère la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et le *Code canadien du travail* de refuser tout travail qui pourrait compromettre leur santé et leur sécurité.

Protection respiratoire

Sans limiter les autres exigences réglementaires en matière de protection respiratoire, toute personne se trouvant dans l'aire de décontamination doit porter un masque avec cartouches filtrantes à haute efficacité (HEPA). Lors de l'embauche, l'Entrepreneur doit faire les essais nécessaires pour s'assurer que tous les travailleurs sont aptes à porter efficacement la protection respiratoire requise. Les travailleurs portant une barbe ou ceux

dont la forme du visage ne permet pas l'ajustement parfait du masque ne doivent pas être admis dans la zone contaminée.

Vêtements de travail

L'Entrepreneur fournira à ses travailleurs des survêtements jetables avec capuchon et des bottes de sécurité en caoutchouc. Les travailleurs devront retirer et jeter le survêtement et retirer leurs bottes à chaque fois qu'ils quittent la zone de travail contaminée, que ce soit pour aller manger, prendre une pause ou simplement aller aux toilettes. Une réserve de combinaisons propres devra être disponible à l'extérieur de la zone contaminée. Les combinaisons souillées seront traitées comme des matériaux contaminés.

Installations sanitaires

Des lavabos (ou équivalent) avec des serviettes jetables devront être mis à la disposition des travailleurs. Les travailleurs devront se laver les mains et le visage, à chaque fois qu'ils quittent la zone contaminée.

Salle de repos et/ou repas

L'Entrepreneur doit nettoyer (par procédé humide) les planchers et les tables de repos et/ou repas afin de limiter la possibilité de contamination par ingestion ou inhalation.

Équipement fourni au Représentant ministériel

L'Entrepreneur doit fournir gratuitement au Représentant ministériel ou aux personnes qu'il désigne l'équipement de protection (survêtement, bottes, masque et tout autre requis selon la procédure), les moyens d'accès et les installations nécessaires à l'exécution sécuritaire de ses tâches normales de surveillance et d'inspection des travaux.

- Fin de la section Travaux impliquant une exposition faible au plomb -

Travaux impliquant une exposition moyenne ou élevée au plomb

Mesures adéquates

L'Entrepreneur doit connaître tous les risques associés à l'exposition au plomb. L'Entrepreneur convient qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la santé de ses travailleurs et du public. Les règles qui suivent constituent un minimum et ne diminuent en rien les exigences déjà établies par les lois et règlements en vigueur. S'il apparaissait, suite aux analyses sanguines des travailleurs ou aux analyses de l'air, que les mesures prises ne sont pas suffisantes, l'Entrepreneur devra arrêter les travaux et, à ses frais, modifier la procédure de travail, fournir d'autres équipements de protection ou prendre toute autre mesure pour que la santé des travailleurs et du public ne soit pas compromise.

L'Entrepreneur doit utiliser des méthodes de travail qui permettent de contenir et de contrôler les résidus contaminés. À moins que ce soit impossible ou que cela génère d'autres dangers, la décontamination devra se faire par procédé mouillé. Selon les procédés utilisés, il pourra être nécessaire de garder la zone de travail sous pression négative pour prévenir la fuite de brouillards ou de poussière contaminés.

Formation

Avant de les autoriser à entrer dans la zone contaminée, l'Entrepreneur devra former tous ses travailleurs et, le cas échéant, ceux de ses sous-traitants de sorte qu'ils puissent effectuer leur travail en toute sécurité. De façon non limitative, cette formation comprendra notamment :

- Les risques d'exposition au plomb
- Les voies de pénétration dans l'organisme
- La description en détails des méthodes de travail
- Les mesures préventives
- Les mesures d'hygiène essentielles
- Le droit que leur confère la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et le *Code canadien du travail* de refuser tout travail qui pourrait compromettre leur santé et leur sécurité.

Protection respiratoire

Sans limiter les autres exigences réglementaires en matière de protection respiratoire, toute personne se trouvant dans l'aire de décontamination doit porter un masque avec cartouches filtrantes à haute efficacité (HEPA). Lors de l'embauche, l'Entrepreneur doit faire les essais nécessaires pour s'assurer que

tous les travailleurs sont aptes à porter efficacement la protection respiratoire requise. Les travailleurs portant une barbe ou ceux dont la forme du visage ne permet pas l'ajustement parfait du masque ne doivent pas être admis dans la zone contaminée.

Surveillance environnementale

Le Représentant ministériel retiendra les services d'un laboratoire privé pour effectuer des relevés de concentration de plomb au moins une fois par semaine dans chacune des zones occupées par les travailleurs à un moment de la journée (incluant les installations sanitaires et les salles de repos). Ces relevés doivent être pris au moment où les activités sont en cours dans chacune de ces zones. Les relevés sont faits en prélevant un échantillon d'air ambiant dans les zones de travail et à l'extérieur du bâtiment et en prélevant des échantillons de poussière déposée pour les salles de repos et les vestiaires. Le Représentant ministériel transmettra les résultats à l'Entrepreneur qui devra les consigner dans un registre. Le registre ou une copie de celui-ci doit être accessible à tous les travailleurs. L'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour maintenir une concentration de plomb dans l'air inférieure à 0,05 mg/m³ dans les zones considérées non contaminées.

Surveillance médicale

L'Entrepreneur doit donner une copie remplie du formulaire « *Rapport de conformité médicale : Aptitude à travailler en présence de contamination au plomb* » pour chaque employé. Les copies vierges des rapports sont disponibles via le Représentant ministériel.

L'Entrepreneur devra communiquer avec les départements de santé publics et, au besoin, avec les cliniques et laboratoires privés autorisés, de manière à pouvoir répondre aux exigences suivantes :

- Tous les travailleurs devront avoir passé une plombémie (temps zéro) avant le début des travaux.
- La plombémie de tous les travailleurs devra être contrôlée de nouveau à toutes les deux (2) semaines après le début des travaux de décontamination et les travailleurs dont la mesure de plomb dans le sang excède 30 µg/dl devront être exclus de la zone contaminée. De plus, les travailleurs dont la mesure de plomb dans le sang excède 40 µg/dl devront être exclus du chantier.
- Les résultats des tests doivent être transmis au Représentant ministériel dans les 14 jours calendrier. Veuillez vous assurer que le laboratoire est en mesure de livrer les résultats dans les délais requis.
- Le cas échéant, les travailleurs exclus du site ne devront être réadmis qu'après que le niveau de plombémie soit redescendu à moins de 15 µg/dL. Enfin, les femmes enceintes ne devront pas être admises sur le site durant toute la durée des travaux.

S'il advenait, suite au deuxième contrôle de plombémie, qu'un ou plusieurs travailleurs présentent des résultats supérieurs à ceux du premier échantillon, l'Entrepreneur devra réviser ses méthodes de travail, les moyens de protection et les mesures de surveillance de l'application du programme de prévention. L'Entrepreneur transmettra par écrit au Représentant ministériel la liste des mesures qu'il entend prendre pour réduire davantage les niveaux d'exposition.

Vêtements de travail

L'Entrepreneur fournira à ses travailleurs des survêtements jetables avec capuchon et des bottes de sécurité en caoutchouc. Les travailleurs devront retirer et jeter le survêtement et retirer leurs bottes à chaque fois qu'ils quittent la zone de travail contaminée, que ce soit pour aller manger, prendre une pause ou simplement aller aux toilettes. Une réserve de combinaisons propres devra être disponible à l'extérieur de la zone contaminée. Les combinaisons souillées seront traitées comme des matériaux contaminés.

Installations sanitaires

Des lavabos avec des serviettes jetables et des douches devront être mis à la disposition des travailleurs. Les travailleurs devront au minimum se laver les mains et le visage, à chaque fois qu'ils quittent la zone contaminée. L'Entrepreneur doit prévoir le temps nécessaire pour que les travailleurs puissent prendre une douche avant de quitter les lieux de travail. Les installations sanitaires (toilettes, lavabos, vestiaires et douches) devront être situées à l'extérieur de la zone contaminée.

Équipement fourni au Représentant ministériel

L'Entrepreneur doit fournir gratuitement au Représentant ministériel ou aux personnes qu'il désigne l'équipement de protection (survêtement, bottes, masque et tout autre requis selon la procédure), les moyens d'accès et les installations nécessaires à l'exécution sécuritaire de ses tâches normales de surveillance et d'inspection des travaux.

- Fin de la section Travaux impliquant une exposition moyenne ou élevée au plomb -



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Canada

Version imprimée



Imprimer



Fermer

PM 057

1997-12-03

GESTION DE L'AMIANTE

Table des matières

1. [Contexte](#)
2. [Politique](#)
3. [Portée](#)
4. [Définitions](#)
5. [Rôles et responsabilités](#)
6. [Lignes directrices](#)
 1. [Mise en application](#)
 2. [Contrôle](#)
7. [Procédures](#)
8. [Conformité](#)
9. [Références](#)
10. [Demande de renseignements](#)

[Annexe A - Définitions](#)

[Annexe B - Rôles et responsabilités](#)

[Annexe C - Code de pratique](#)

[Appendice 1 - Évaluation des matériaux contenant de l'amiante \(MCA\) et recommandations sur leur gestion](#)

[Appendice 2 - Notification et Consentement de l'entrepreneur](#)

[Appendice 3 - Certificat de formation sur le travail comportant une exposition à l'amiante](#)

[Appendice 4 - Fiche de travail - Travaux comportant une exposition à l'amiante](#)

[Appendice 5 - Classement des travaux relatifs à l'amiante](#)

[Appendice 6 - Méthodes de travail](#)

1. CONTEXTE

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada doit se conformer à l'ensemble des réglementations, lois et stipulations fédérales, provinciales, territoriales et municipales ayant trait aux matériaux contenant de l'amiante dans les immeubles et installations du gouvernement ou loués par le gouvernement.
2. La présente politique ministérielle et le présent code de pratique sont promulgués pour répondre à la nécessité d'une politique globale en matière de gestion ministérielle de l'amiante. Une telle politique vise à assurer une prise de responsabilités complète par le Ministère, en tant que propriétaire, détenteur, locateur et employeur, à l'égard des questions de santé, de sécurité et de protection de l'environnement.
3. La présente politique ministérielle et le présent code de pratique précisent le rôle et les responsabilités du coordonnateur régional chargé des questions d'amiante et décrivent des méthodes et pratiques normalisées visant :
 1. l'identification, l'évaluation et l'inventaire des matériaux contenant de l'amiante dans les immeubles et installations;
 2. la notification aux employés, aux ministères clients et aux entrepreneurs de la présence d'amiante friable;

3. la réévaluation annuelle des matériaux contenant de l'amiante friable;
4. la tenue à jour du système d'information du Ministère au sujet des matériaux contenant de l'amiante;
5. les modules de formation du personnel de TPSGC définissant les responsabilités et les tâches à entreprendre en matière de gestion de l'amiante;
6. l'identification, la classification, la surveillance, l'inspection et le contrôle des travaux relatifs à l'amiante entrepris par le personnel du Ministère ou des entrepreneurs.



2. POLITIQUE

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada doit assurer le contrôle des matériaux contenant de l'amiante. Le Ministère, en tant que propriétaire, détenteur, locateur et employeur doit pleinement assumer ses responsabilités à l'égard des questions de santé, de sécurité et de protection de l'environnement, conformément au [Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail, Partie X - Substances hasardeuses](#) et conformément à la législation provinciale et territoriale applicable en matière de santé et de sécurité au travail et de protection de l'environnement.



3. PORTÉE

La présente politique ministérielle et le présent code de pratique s'appliquent à l'ensemble des gestionnaires, superviseurs et employés, chargés de tâches comprenant l'enlèvement, le remplacement ou l'entretien de matériaux contenant de l'amiante. La présente politique ministérielle et le présent code de pratique s'appliquent à tout bâtiment ou installation dans lequel un matériau friable pouvant contenir de l'amiante a été utilisé, ainsi qu'aux réparations, aux modifications ou à l'entretien d'un bâtiment ou d'une installation où se trouvent des matériaux pouvant contenir de l'amiante.



4. DÉFINITIONS

Voir l'[annexe A](#).



5. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Voir l'[annexe B](#).



6. LIGNES DIRECTRICES

1. Mise en application

Le directeur, Environnement, sécurité et santé ministériel doit créer un cadre de gestion ministérielle de l'amiante au moyen de modules de formation ministériels approuvés, dans le but de satisfaire aux exigences indiquées, et en publiant des méthodes et pratiques normalisées. Les besoins en formation seront réexaminés annuellement.

Le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante doit mettre en application les méthodes et normes du Ministère au sein de la région et doit s'assurer de l'exécution de vérifications initiales de l'amiante, de la réalisation d'inventaires et de leur tenue à jour, ainsi que de l'identification et de la satisfaction des besoins en formation des employés du Ministère.

2. Contrôle

Le directeur, Environnement, sécurité et santé ministériel doit assurer le contrôle de la gestion de l'amiante afin de s'assurer que les exigences sont remplies et que des pratiques sont établies et appliquées en fonction des besoins dans tout le Ministère.

Le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante et le gestionnaire régional de la sécurité et de la santé doivent vérifier la réalisation des contrôles et de la formation ainsi que la mise en œuvre d'ensemble de la gestion de l'amiante et l'évolution des questions de santé et de sécurité, sur une base trimestrielle.

Les besoins en formation, les notifications, les dossiers, les pratiques et autres questions de santé et de sécurité relatives à la gestion de l'amiante doivent être revus trimestriellement par le réseau des comités et représentants de la santé et de la sécurité au travail.

Les questions relatives à la gestion de l'amiante qui ne peuvent être résolues au niveau du lieu de travail doivent être signalées au comité régional de sécurité et santé. Les questions qui ne peuvent être résolues au niveau régional doivent être signalées au comité national de santé et de sécurité.



7. PROCÉDURES

[Annexe C - Code de pratique.](#)



8. CONFORMITÉ

On doit obliger les employés à observer les règles de sécurité et ainsi se conformer aux règlements sur la santé et la sécurité en vigueur. Le refus d'un employé, quel que soit son niveau, d'observer la présente politique ministérielle ou les dispositions des codes, normes, règlements ou politiques ministérielles prescrits, sera jugé comme une mauvaise conduite.



9. RÉFÉRENCES

Lois et règlements :

- [Code canadien du travail, partie II:](#)
 - [Partie II du Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail, Ouvrages permanents,](#)
 - [Partie X du Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail, Substances hasardeuses,](#)
 - [Partie XIV du Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail, Manutention des matériaux.](#)

Publications du Conseil du Trésor :

- [Norme sur les examens de santé;](#)
- [Procédures pour l'exposition industrielle à l'amiante;](#)
- Devis directeur national, sections 13280, 13281 et 13282.

Publications de TPSGC :

- [PM 007 - Politique sur la santé et la sécurité;](#)
- [PM 017 - Équipement de protection individuelle \(ÉPI\) pour les employés;](#)
- [PM 018 - Enquêtes et rapports sur les situations comportant des risques.](#)

Autres publications :

- Législation provinciale et territoriale de la santé et de la sécurité au travail;
- Législation provinciale et territoriale de la protection de l'environnement.



10. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

À l'échelle ministérielle :

Directeur
Environnement
Sécurité et santé ministériel

À l'échelle régionale :

Gestionnaires régionaux responsables de la sécurité et de la santé



Le sous-ministre et
sous-receveur général du Canada,

R.A. Quail
a signé l'original

R.A. Quail



Annexe A - Définitions

Employé (employee) : désigne une personne aux service du Ministère.

Employeur (employer) : désigne le superviseur responsable du travail d'un ou de plusieurs employés sur les lieux de travail.

Équipement de protection individuelle (personal protective equipment) : désigne tout vêtement, équipement ou dispositif porté ou utilisé par une personne pour se protéger contre une blessure ou une maladie.

Gestionnaire responsable du lieu de travail (manager in charge of worksite) : désigne la personne dont le superviseur relève directement.

Lieu de travail (workplace) : désigne tout lieu où un employé exécute des travaux pour le Ministère.

Matériau contenant de l'amiante (MCA) (Asbestos Containing Material) (ACM) : désigne tout matériau dans lequel il est trouvé de l'amiante dans une proportion égale ou supérieure à la limite définie par les normes provinciales, et déterminées par la méthode normale de microscopie en lumière polarisée (MLP) employée pour l'analyse d'échantillons massifs.

Ministère (department) : désigne Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Personne qualifiée (qualified person) : désigne, relativement à un travail donné, toute personne possédant les connaissances, la formation et l'expérience voulues pour exécuter ce travail comme il convient et en toute sécurité.

Personne responsable (person in charge) : désigne une personne compétente, désignée par la direction, pour veiller à la sécurité et au bon déroulement d'une opération ou des travaux des employés.

Produit friable à base d'amiante (friable asbestos product) : signifie un MCA qui, une fois sec, peut être émiétté, pulvérisé ou réduit en poudre par la seule pression de la main. Cette définition inclut également la poussière ou les débris provenant de matériaux non friables qui sont ou seront émiéttés, pulvérisés ou réduits en poudre - c'est-à-dire plâtre contenant de l'amiante, déplacé par la démolition. Les produits friables

susceptibles de contenir de l'amiante comprennent : les produits à base d'amiante appliqués par pulvérisation (ignifugation, calorifugeage, isolation acoustique ou produits décoratifs), appliqués en 1974 ou avant; les enduits acoustiques ou enduits de texture appliqués en 1983 ou avant; les isolants mécaniques installés en 1983 ou avant (sous gaine ou non); les carreaux de plafond en fibre minérale comprimée, installés en 1983 ou avant.

Région ou **régional**, (region or regional) : utilisé dans les politiques ministérielles de santé et de sécurité ainsi que dans les codes de pratiques, se rapporte aux régions et comprend la région de la capitale nationale.

Représentant supérieur de l'employeur (senior employer representative) : désigne la personne ayant les pouvoirs requis pour prendre et exécuter les décisions d'une nature opérationnelle, au nom du Ministère, sur le lieu de travail.

Situation dangereuse (hazardous occurrence) : désigne un événement qui se produit dans un immeuble ou un lieu de travail géré par TPSGC ou dans le cadre du travail d'un employé, qui cause ou pourrait causer le décès de l'employé, des blessures, des dommages matériels ou un échappement de matières dangereuses. Pour les besoins des enquêtes, des relevés et des rapports sur les situations dangereuses, la définition de ce terme comprend les incidents critiques, les blessures incapacitantes, non incapacitantes et légères, les risques de moindre importance et les quasi-accidents.

Superviseur (supervisor) : désigne le superviseur responsable du travail d'un ou de plusieurs employés sur le lieu de travail.



Annexe B - Rôles et responsabilités

1. Les **directeur généraux/directeurs d'organisme** sont responsables de la mise en application de la présente politique ministérielle dans leurs secteurs de responsabilité. Cette responsabilité est également décrite dans le document *PM 007, Annexe A - Cadre de responsabilisation à la l'égard des fonctions liées à la santé et à la sécurité*.

En outre, les directeurs généraux régionaux ont la responsabilité de nommer une personne qualifiée comme coordonnateur régional chargé des questions d'amiante.

2. Les **représentants supérieurs de l'employeur** sont chargés d'assurer que tous les lieux de travail dans leur secteur de responsabilités se conforment aux exigences de la présente politique ministérielle et du présent code de pratique.
3. Le **directeur, Environnement, sécurité et santé ministériel** est chargé :
 1. de surveiller le programme ministériel pour s'assurer de satisfaire aux exigences de la gestion de l'amiante, de l'établissement et de la mise en œuvre de pratiques, selon les besoins, dans tout le Ministère;
 2. d'approuver les modules de formation avant leur mise en œuvre et d'assurer une révision annuelle des besoins en formation;
 3. de rester en liaison, pour le compte du Ministère, avec les organismes de réglementation, les organismes centraux et les organismes provinciaux pour ce qui est des questions relatives à la gestion de l'amiante.
4. Le **SMA, Direction générale des ressources humaines** est chargé de s'assurer que les méthodes appropriées sont mises en œuvre pour que les fiches de travail relatif à l'amiante soient conservées dans les dossiers des employés pendant une période de (30) ans.

5. Le **coordonnateur régional chargé des questions d'amiante** a la responsabilité :

1. de l'application dans la région des exigences de la gestion ministérielle de l'amiante;
2. de l'organisation des contrôles initiaux de l'amiante, des réévaluations des bâtiments et installations;
3. de la rédaction des lettres de notification normalisées au sujet de la présence d'amiante friable, qui seront envoyées par les gestionnaires immobiliers, les administrateurs d'installations ou les directeurs de projets;
4. de la tenue à jour d'une base des données concernant les contrôles et les réévaluations relatifs à l'existence de matériaux contenant de l'amiante;
5. de l'envoi des copies des rapports, des mises à jour d'inventaires et évaluations de l'amiante aux gestionnaires immobiliers et aux administrateurs d'installations;
6. de l'établissement d'une classification des futurs travaux relatifs à l'amiante, pour le compte des directeurs de projets et de la rédaction de devis techniques, s'il y a lieu;
7. d'assurer que les gestionnaires immobiliers et administrateurs d'installations sont au courant des exigences de la gestion de l'amiante, et que des pratiques normalisées sont mises en œuvre pour les travaux, que la formation nécessaire est assurée, que les données courantes en matière de matériaux contenant de l'amiante sont disponibles et que les dossiers sont convenablement tenus;
8. de la coordination des besoins en formation des employés du Ministère;
9. de la tenue des dossiers relatifs à la gestion de l'amiante dans la région et des travaux correspondants, c'est-à-dire les rapports d'inventaire et d'évaluation de l'amiante, les dossiers de la formation, les lettres de notification et les dossiers de travail;
10. de la révision de toutes les exigences de travail qui ont été classées Type 3, et prendre la direction du travail s'il y a lieu;
11. d'aider à identifier les circonstances où un employé est, ou peut être, exposé à des fibres d'amiante aéroportées pendant l'exécution de travaux qui ne sont pas soumis aux précautions exigées par le code de pratique de gestion de l'amiante et de s'assurer que toutes les investigations nécessaires au sujet de ce danger sont effectuées;
12. d'assurer que le gestionnaire régional responsable de la sécurité et de la santé a été avisé dans des situations où un employé a été exposé à un danger, nécessitant une investigation;
13. de la révision de façon aléatoire, des exigences des travaux relatifs à l'amiante, afin d'assurer que le travail a été convenablement classifié et que toutes les exigences techniques sont remplies;
14. d'étudier, tous les trois mois, l'état d'avancement des études et de la formation sur l'amiante et mettre en œuvre les mesures portant sur la gestion de l'amiante et sur la sécurité et la santé de concert avec le gestionnaire régional responsable de la sécurité et de la santé.

6. Les **gestionnaires immobiliers, administrateurs d'installations et directeurs de projets** doivent mettre en œuvre la présente politique ministérielle et le présent code de pratique selon les besoins, suivant la nature de leurs fonctions et des tâches dont ils ont la responsabilité :

1. en s'assurant que les exigences de la gestion ministérielle de l'amiante sont pleinement satisfaites dans leur secteur de responsabilités;
 2. en réexaminant toutes les exigences d'entretien en fonction des données de contrôle, pour déterminer le risque de remaniement d'amiante friable, et en classant les travaux en fonction des critères approuvés;
 3. en avertissant par écrit les comités et représentants de la santé et de la sécurité au travail (les ministères locataires et TPSGC) ainsi que les employés et entrepreneurs de l'existence de matières friables contenant de l'amiante et en assurant la mise à jour de la situation à mesure que des modifications ou changements sont effectuées;
 4. en tenant à jour les rapports d'inventaire, d'évaluation et de réévaluation de l'amiante et en s'assurant qu'une copie de ces documents est conservée dans un endroit accessible au personnel d'entretien et aux entrepreneurs;
 5. en obtenant l'approbation du coordonnateur régional chargé des questions d'amiante avant d'organiser l'enlèvement ou la réparation de matériaux friables contenant de l'amiante, s'ils sont endommagés ou détériorés;
 6. en soumettant toutes les exigences de travail de Type 3 au coordonnateur régional chargé des questions d'amiante qui les reverra avant d'organiser le travail à entreprendre;
 7. en consultant le Coordonnateur régional chargé des questions d'amiante, le cas échéant, afin de déterminer l'impact d'un projet concernant des matériaux contenant de l'amiante;
 8. en maintenant un stock de matériel nécessaire pour les travaux de Type 1 et de Type 2;
 9. en identifiant et en fournissant un lieu d'entreposage convenable pour les déchets provenant du travail d'enlèvement de l'amiante et en organisant périodiquement l'enlèvement de ces déchets.
7. Les **gestionnaires responsables du lieu de travail** et les **superviseurs** doivent mettre en œuvre la présente politique ministérielle et ce code de pratique selon les exigences représentées par la nature des tâches dont ils sont responsables, en :
1. s'assurant que les employés ont bien reçu la formation appropriée pour entreprendre le travail;
 2. s'assurant que l'équipement de protection individuelle approprié, ainsi que les outils et les vêtements nécessaires sont fournis;
 3. s'assurant que des protocoles d'essai, d'entretien et d'entreposage de l'équipement de protection individuelle et des outils sont établis et appliqués;
 4. identifiant une personne qualifiée qui sera chargée des fonctions de « personne responsable »;
 5. s'assurant qu'une [fiche de travail - Travaux comportant une exposition à l'amiante \(PWGSC-TPSGC 55\)](#) est remplie pour chaque période de travail et qu'une copie de ce document est soumise à la direction des ressources humaines pour être incorporée au dossier des employés, avec copie soumise au coordonnateur régional chargé des questions d'amiante;
 6. s'assurant que tous les employés nécessaires à l'exécution d'un travail classé Type 2 ou Type 3 se soumettent aux évaluations de santé conformément aux exigences de la [PM 059 - Examens de santé - Sécurité et santé, TPSGC](#);

7. avertissant le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante de toute situation dangereuse, ainsi que de la nécessité éventuelle d'entreprendre d'urgence un travail relatif à l'amiante dans une situation d'exception.

8. La **personne responsable** est tenue :

1. d'assurer que le personnel sur le chantier a bien reçu la formation exigée pour le travail à entreprendre;
2. de s'assurer que tout le matériel nécessaire se trouve sur place avant le début du travail;
3. de s'assurer que l'équipement de protection individuelle approprié, ainsi que les outils et les vêtements nécessaires au travail sont portés et utilisés;
4. de s'assurer que les méthodes de travail appropriées sont mises en œuvre, que tout le personnel est au courant des pratiques établies et s'y conforme;
5. de s'assurer que les méthodes d'inspection et de surveillance de la qualité de l'air sont mises en œuvre suivant la nature du travail et les exigences spécifiées;
6. d'informer immédiatement le gestionnaire responsable du lieu de travail ou le superviseur en cas de situation dangereuse lors d'un travail relatif à l'amiante.

9. Les **gestionnaires régionaux responsables de la sécurité et de la santé** sont tenus :

1. de surveiller périodiquement les lieux de travail pour s'assurer que les protocoles normalisés sont bien mis en application lors de travaux relatifs à l'amiante, que la formation nécessaire est assurée, que les données courantes en matière de matériaux contenant de l'amiante sont disponibles et que les dossiers sont correctement tenus;
2. de donner suite aux plaintes, sur le lieu de travail, au sujet de l'amiante et des travaux relatifs à l'amiante, puis de prendre les mesures appropriées;
3. de fournir son aide au coordonnateur régional chargé des questions d'amiante et de l'aviser des problèmes et des exigences particuliers en matière de sécurité et de santé, relativement à la gestion de l'amiante;
4. de revoir, tous les trois mois, de concert avec le coordonnateur régional de l'amiante, la mise en œuvre des mesures portant sur la gestion de l'amiante et sur la sécurité et la santé.

10. Les **comités et représentants de la santé et de la sécurité au travail** sont tenus :

1. de participer aux investigations des dangers afin de déterminer les risques et dangers associés aux travaux relatifs à l'amiante;
2. de surveiller les lieux de travail pour s'assurer que les exigences des travaux relatifs à l'amiante sont satisfaites, c'est-à-dire que la formation est assurée, que l'équipement de protection individuelle est fourni et correctement utilisé, que les dossiers sont tenus à jour et que les pratiques sont mises en application;
3. de rendre compte immédiatement des plaintes particulières aux lieux de travail, relatives à la gestion de l'amiante, au gestionnaire régional responsable de la sécurité et de la santé;
4. d'entreprendre annuellement une revue des exigences en formation des travaux relatifs à

l'amiante.

11. Les **employés** sont tenus :

1. de recourir aux pratiques, aux méthodes et au matériel appropriés au type de travaux relatifs à l'amiante;
2. de porter et d'utiliser l'équipement de protection individuelle, les vêtements et les outils individuels exigés;
3. de rendre compte immédiatement à la personne responsable, au gestionnaire responsable du lieu de travail ou au superviseur de toute condition ou activité connue ou soupçonnée, qui serait en violation des pratiques et des procédures approuvées et susceptibles à des situations dangereuses.



Annexe C - Code de pratique

1. Enquêtes, évaluations et inventaires des matériaux contenant de l'amiante

Pour s'assurer qu'un inventaire complet des matériaux contenant de l'amiante (MCA), y compris les MCA friables et les principaux types de MCA non friables est élaboré, il est nécessaire d'effectuer une enquête exhaustive de l'ensemble des installations qui appartiennent au gouvernement ou qui sont louées par celui-ci. Une fois les MCA répertoriés et évalués, on doit dresser les inventaires et les tenir à jour.

Locaux à louer et matériaux friables contenant de l'amiante

Lorsque TPSGC envisage de louer des locaux dans un bâtiment construit avant 1983, il doit demander au locateur d'effectuer une enquête visant à déterminer les endroits dans la structure du bâtiment où se trouvent des matériaux friables contenant de l'amiante.

L'enquête doit être dirigée par une personne compétente, spécialiste de la gestion de l'amiante, comme un ingénieur professionnel, un hygiéniste industriel agréé ou diplômé. Cette personne doit signer le formulaire d'enquête.

Si des matériaux friables contenant de l'amiante sont présents, les règles suivantes s'appliquent à la location des locaux :

1. le Ministère ne doit pas louer de locaux dans lesquels se trouvent des matériaux friables contenant de l'amiante;
2. le Ministère peut louer des locaux même si des matériaux friables contenant de l'amiante se trouvent dans les autres parties du bâtiment à condition qu'un programme de gestion de l'amiante conforme aux exigences du Ministère soit en place. Ce programme doit satisfaire aux lignes directrices et au code de pratique en matière de neutralisation de l'amiante du Ministère décrits dans les présentes.

Enquêtes sur l'amiante

La planification et la coordination de toutes les enquêtes sur l'amiante relèvent du coordonnateur régional chargé des questions d'amiante. On doit d'abord effectuer une enquête sur chaque installation de la région afin de déterminer si des MCA s'y trouvent, ce qui comprend tous les matériaux friables,

les revêtements de sol et les produits en ciment renforcé d'amiante, comme les canalisations et les panneaux en amiante-ciment. Chaque étage et chaque pièce des bâtiments doivent être visités.

Le coordonnateur régional doit s'assurer que les enquêtes sont effectuées sous la direction d'une personne compétente, spécialiste de la gestion de l'amiante, tel qu'un ingénieur ou un hygiéniste industriel agréé ou diplômé.

Le coordonnateur régional doit également s'assurer que cette personne signe chaque formulaire d'enquête.

Évaluation des matériaux contenant de l'amiante

On doit évaluer l'état des MCA découverts durant l'enquête et présenter des recommandations pour leur neutralisation conformément aux prescriptions de l'[appendice 1 - Évaluation des matériaux contenant de l'amiante \(MCA\) et recommandations sur leur gestion](#).

L'[appendice 1](#) présente des critères spécifiques applicables à l'évaluation de l'état et de l'accessibilité de ces matériaux ainsi qu'un tableau des mesures permettant de déterminer le type d'intervention de gestion des MCA qui est approprié aux conditions qui prévalent. On donne également des renseignements complets sur la façon convenable d'appliquer chaque mesure.

NOTA : Les analyses de la teneur en amiante des matériaux doivent être réalisées par Santé Canada ou des laboratoires privés accrédités en vertu du National Voluntary Laboratory Accreditation Program (NVLAP) du U.S. National Institute of Science and Technology (NIST). La méthode utilisée est la microscopie en lumière polarisée. On doit utiliser les seuils de détection reproduits à l'[appendice 1 - Seuil de détection des analyses d'échantillons massifs](#).

Inventaires des matériaux contenant de l'amiante

Une fois les enquêtes et l'évaluation des matériaux terminées, le coordonnateur régional doit s'assurer que les renseignements recueillis sont saisis dans la base de données du programme de gestion de l'amiante de TPSGC. Il doit de plus s'occuper de la mise à jour de la base chaque fois que des modifications sont effectuées dans les bâtiments visés ou que de nouveaux MCA sont décelés à ces endroits.

En outre, le coordonnateur régional doit s'assurer que les formulaires d'inventaire, les rapports d'évaluation et de réévaluation, une fois remplis, sont envoyés au gestionnaire immobilier ou au gestionnaire de l'installation concerné et que des exemplaires de ces documents sont conservés dans les bâtiments visés afin que l'on puisse les mettre à la disposition du personnel d'entretien, des entrepreneurs ainsi qu'aux membres et représentants du comité de la santé et de la sécurité au travail.

NOTA : Les gestionnaires immobiliers et d'installations doivent informer à l'avance le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante de tout projet d'enlèvement ou de réparation des matériaux friables contenant de l'amiante inscrits dans les rapports d'inventaire et d'évaluation.

2. Signalement des matériaux friables contenant de l'amiante

Le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante doit signaler par écrit aux gestionnaires immobiliers et aux administrateurs d'installations la présence de MCA friables tel que l'indiquent les résultats des enquêtes et des évaluations.

Pour les endroits où l'enquête et l'évaluation sont en cours, et où l'on sait que des MCA s'y trouvent, le coordonnateur régional doit faire parvenir au gestionnaire immobilier ou au administrateur de l'installation concerné un avis provisoire.

Dès qu'il reçoit les rapports d'inventaire et d'évaluation des MCA, le coordonnateur régional doit envoyer un avis définitif au gestionnaire concerné.

Les gestionnaires immobiliers et les administrateurs d'installations doivent s'assurer que l'avis est transmis aux personnes ou groupes suivants :

- Comités et représentants de la santé et de la sécurité au travail;
- personnel d'entretien;
- entrepreneurs, inspecteurs (personnes susceptibles de pénétrer dans des endroits où des MCA se trouvent, p. ex., les entrepreneurs en télécommunications, en entretien des chaudières, les inspecteurs, etc.). Se reporter à l'[appendice 2 - Notification et Consentement de l'entrepreneur](#).

Le coordonnateur régional doit conserver des doubles de tous les avis envoyés aux gestionnaires immobiliers ou aux administrateurs d'installations.

3. Réévaluation des matériaux friables contenant de l'amiante

Le coordonnateur régional doit prendre les mesures nécessaires pour faire réévaluer chaque année tous les MCA friables qui se trouvent dans les endroits exposés.

Il doit remettre des copies des rapports de réévaluation aux gestionnaires immobiliers et aux administrateurs d'installations concernés. Ces derniers doivent transmettre aux personnes et groupes suivants tout fait nouveau consigné dans les rapports :

- Comités et représentants de la santé et de la sécurité au travail;
- personnel d'entretien;
- entrepreneurs, inspecteurs (personnes susceptibles de pénétrer dans des endroits où des MCA se trouvent, p. ex., les entrepreneurs en télécommunications, en entretien des chaudières, les inspecteurs, etc.). Se reporter à l'[appendice 2 - Notification et Consentement de l'entrepreneur](#).

Les gestionnaires immobiliers et les administrateurs d'installations doivent informer à l'avance le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante de tout projet d'enlèvement ou de réparation des matériaux friables contenant de l'amiante.

4. Formation

On doit assurer la formation des employés de TPSGC en ce qui a trait à leurs attributions et responsabilités à l'égard du programme de gestion de l'amiante. Prévoir des modules de formation portant sur des exigences spécifiques et les fonctions connexes afin de prévenir le doublement des efforts.

Il appartient au directeur, Environnement, sécurité et santé ministériel, de déterminer en consultation avec le comité national de la santé et de la sécurité au travail la durée de la formation et le mode de prestation.

Le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante et la direction générale des ressources humaines doivent tenir le registre de la formation.

Les exigences de formation doivent être révisées chaque année par les comités et les représentants de la santé et de la sécurité au travail.

Formation à la gestion de l'amiante

On doit dispenser une formation en matière de gestion de l'amiante aux coordonnateurs régionaux, aux gestionnaires immobiliers, aux administrateurs d'installations et aux directeurs de projet. Cette

formation doit comprendre une initiation aux rapports d'inventaire et d'évaluation des matériaux contenant de l'amiante, aux dangers pour la santé d'une exposition à l'amiante, au code de pratique en matière de gestion de l'amiante, à la classification des travaux d'enlèvement, au contrôle des projets d'enlèvement et aux mesures d'urgence.

Formation aux méthodes d'enlèvement de l'amiante

On doit assurer la formation des travailleurs aux méthodes d'enlèvement de type 1 et 2. La formation doit comprendre une initiation aux rapports d'inventaire et d'évaluation des matériaux contenant de l'amiante, aux dangers pour la santé d'une exposition à l'amiante, aux règlements, au code de pratique en matière de gestion de l'amiante, aux méthodes d'enlèvement de type 1 et 2 et aux méthodes d'élimination. À la fin du cours de formation, les stagiaires doivent signer une attestation faisant état de la formation reçue. Se reporter à l'[appendice 3 - Certificat de formation sur le travail comportant une exposition à l'amiante](#).

Formation au port d'un appareil respiratoire

On doit dispenser une formation au port d'un appareil respiratoire à tous ceux qui effectueront des travaux de type 2 et à ceux qui effectueront des travaux de type 1 qui désirent porter un appareil respiratoire. La formation doit porter sur les restrictions d'utilisation, l'ajustement et l'entretien de l'appareil. Les personnes concernées doivent se soumettre à un essai d'ajustement qualitatif par la méthode de la fumée irritante de la CSA. Consulter l'[appendice 6 - Ajustement, inspection, nettoyage et désinfection des appareils respiratoires](#), pour connaître les méthodes d'utilisation et autres renseignements utiles sur les appareils respiratoires.

NOTA : Les employés qui utiliseront un appareil respiratoire doivent subir un examen médical conformément aux exigences de la [PM 059 - Examens de santé - Sécurité et santé, TPSGC](#).

Sensibilisation aux dangers de l'amiante

On doit offrir de la formation à tous les membres du personnel d'entretien et d'exploitation qui peuvent avoir à travailler près de matériaux contenant de l'amiante.

Cette formation doit également être exigée pour les personnes qui supervisent les travailleurs ou les entrepreneurs qui peuvent avoir à travailler près de matériaux contenant de l'amiante.

Les séances de sensibilisation comprendront une initiation aux rapports d'inventaire et d'évaluation des matériaux contenant de l'amiante, aux dangers pour la santé d'une exposition à l'amiante, au code de pratique en matière de gestion de l'amiante et aux mesures d'urgence.

Cette formation doit aussi être offerte aux membres des comités et aux représentants de la santé et de la sécurité au travail.

5. Identification, classement et régulation des travaux relatifs à l'amiante

Travaux d'entretien

Il incombe aux gestionnaires immobiliers et aux administrateurs d'installations, ou à leur délégués, d'examiner tous les travaux d'entretien afin de déterminer lesquels peuvent entraîner le dérangement de MCA.

Lorsque des MCA friables ou non friables seront dérangés par des travaux, ces travaux doivent être désignés de type 1, 2 ou 3, selon la nature du dérangement qu'ils causent. On doit alors mettre en place les mesures appropriées. Consulter l'[appendice 5 - Classement des travaux relatifs à l'amiante](#), et l'[appendice 6 - Méthodes de travail](#).

Si des MCA friables ou non friables se trouvant dans la zone visée par des travaux d'entretien seront dérangés, le gestionnaire immobilier ou l'administrateur de l'installation ou la personne déléguée doit déterminer à quel type (1, 2 ou 3) appartiennent les travaux. Si les travaux sont désignés de type 3, une description doit en être envoyée au coordonnateur régional chargé des questions d'amiante pour fins d'examen.

Le coordonnateur régional doit examiner tous les travaux classés de type 3, et déterminer, en fonction des exigences et des circonstances particulières qui les visent, son degré d'engagement dans la direction de ceux-ci.

NOTA : Si des MCA friables se trouvent dans la zone visée par des travaux d'entretien et s'il a été déterminé que ces matériaux ne seront pas dérangés par les travaux, le gestionnaire immobilier ou l'administrateur de l'installation doit informer le personnel d'entretien ou l'entrepreneur de la présence de ces matériaux avant le début des travaux.

À l'achèvement de tout travail d'entretien pour lequel il a été nécessaire d'enlever ou de réparer de l'amiante, on doit remettre un rapport au coordonnateur régional indiquant la nature des travaux relatifs à l'amiante. Consulter l'[appendice 4 - Fiche de travail - Travaux comportant une exposition à l'amiante](#). Le coordonnateur régional mettra à jour les données de l'inventaire, le cas échéant, et s'assurera que les nouveaux renseignements sont communiqués aux personnes concernées.

NOTA :

- Aux endroits où les travaux relatifs à l'amiante sont effectués par des employés de TPSGC, les gestionnaires immobiliers ou les administrateurs d'installations doivent tenir un approvisionnement de l'équipement approuvé requis pour les travaux de type 1 et 2.
- Lorsque les travaux relatifs à l'amiante sont effectués par des employés de TPSGC, les débris doivent être emballés dans des doubles sacs ou d'autres contenants appropriés par ces mêmes employés. Les contenants doivent être remisés dans un endroit sécuritaire désigné.
- Le gestionnaire immobilier ou l'administrateur d'installations doit prendre les mesures nécessaires pour que les contenants de déchets d'amiante soient ramassés régulièrement.

Travaux de rénovation et de construction

Les directeurs de projet doivent consulter le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante avant d'entreprendre des travaux de rénovation ou de construction. Ce dernier doit prendre connaissance des rapports d'enquête sur l'amiante afin de déterminer si des matériaux contenant de l'amiante seront touchés par les travaux.

Avant la mise en branle des projets supposant la destruction d'enduits intérieurs appliqués avant décembre 1983, on doit faire des essais afin d'en déterminer la teneur en amiante, à moins qu'il ait été démontré par suite d'essais exhaustifs antérieurs que les enduits présents dans le bâtiment ne contiennent aucun amiante. Des dossiers des résultats d'essai sur les enduits, ainsi que des enquêtes sur l'amiante du bâtiment, doivent être tenus par le coordonnateur chargé des questions d'amiante ainsi que le gestionnaire immobilier ou l'administrateur d'installations.

Le coordonnateur régional doit déterminer, au nom du directeur de projet, si les travaux sont de type 1, 2 ou 3.

En Ontario, le directeur de projet doit obtenir, par l'entremise du coordonnateur régional chargé des questions d'amiante, et avant l'appel d'offres, un rapport sur les substances désignées (liste officielle des matériaux contenant de l'amiante, du plomb, de la silice et d'autres matières dangereuses).

Le coordonnateur régional doit, au nom du directeur du projet, veiller à ce que les devis pour les travaux relatifs à des matériaux contenant de l'amiante soient rédigés sur le modèle du Devis directeur national. Il doit indiquer les modifications qui sont autorisées en fonction des exigences provinciales

qui s'appliquent.

La conception et la préparation des devis doivent être confiées à des experts-conseils ou à des ingénieurs qui possèdent la formation et l'expérience requises ainsi qu'une protection d'assurance appropriée aux travaux relatifs à l'amiante. L'assurance doit couvrir spécifiquement la responsabilité professionnelle en matière de pollution.

Lorsque des matériaux friables contenant de l'amiante se trouvent dans l'aire visée par les travaux de rénovation et que le coordonnateur régional a déterminé que ces matériaux ne seront pas dérangés par les travaux, on doit informer le personnel d'entretien ou l'entrepreneur de la présence de ces matériaux. L'entrepreneur doit signer le formulaire de notification et de réception d'avis avant le début des travaux. Se reporter à l'[appendice 2 - Notification et Consentement de l'entrepreneur](#).

À l'achèvement de travaux quels qu'ils soient par suite desquels la quantité de MCA friables ou leur état ont été modifiés, on doit présenter au coordonnateur régional chargé des questions d'amiante un rapport indiquant que le projet est terminé. Se reporter à l'[appendice 4 - Fiche de Travail - Travaux comportant une exposition à l'amiante](#). Le coordonnateur mettra à jour les données de l'inventaire, et s'assurera que les nouveaux renseignements sont communiqués aux personnes concernées.

6. Registre des travaux relatifs à l'amiante et surveillance médicale

Les gestionnaires responsables du lieu de travail et les superviseurs doivent s'assurer qu'un registre des travaux relatifs à l'amiante est tenu pour les employés chargés d'effectuer des travaux de type 2 ou 3 ou qui ont à pénétrer dans un lieu où des travaux de type 2 ou 3 se déroulent. Un registre doit être tenu pour chaque période de travail.

Les gestionnaires responsables des chantiers et les superviseurs doivent s'assurer qu'une copie de chaque registre des travaux est envoyée à la direction générale des ressources humaines et au coordonnateur régional chargé des questions d'amiante. Se reporter à l'[appendice 4](#) qui présente un échantillon de registre des travaux comportant une exposition à l'amiante.

La direction générale des ressources humaines doit conserver pendant 30 ans les registres des travaux relatifs à l'amiante dans les dossiers des employés. Les registres doivent également être conservés pour une même période (30 ans) dans le bureau du coordonnateur régional chargé des questions d'amiante.

Tous les employés de TPSGC qui ont à effectuer des travaux de type 2 ou 3 doivent subir un examen médical conformément à la [PM 059 - Examens de santé - Sécurité et santé, TPSGC](#).

7. Méthodes de travail relatif à l'amiante

Méthodes de travail de types 1 et 2 et méthode du sac à gants

Les méthodes standard de travail de types 1 et 2, et la méthode du sac à gants sont décrites à l'[appendice 6 - Méthodes de travail](#).

Méthodes de type 3

Les méthodes de travail de type 3 ne sont pas incluses dans l'[appendice 6 - Méthodes de travail](#).

Les méthodes de type 3 sont élaborées en fonction des travaux prévus et des conditions particulières du lieu de travail. Elles doivent être élaborées conformément aux prescriptions du Devis directeur national, section 13282, Enlèvement de l'amiante (précautions maximales).

Mesures d'urgence

Les méthodes de travail d'urgence relatives à l'amiante en cas d'inondation, de rupture de canalisations, d'effondrement de plafond ou autres circonstances exigeant des interventions immédiates et dans lesquelles des matériaux contenant de l'amiante sont dérangés sont décrites à l'[appendice 6 - Méthodes de travail](#). Ces mesures doivent être mises en place pour protéger les travailleurs et toute autre personne contre une exposition aux concentrations limites d'amiante en suspension dans l'air.

Les mesures d'urgence, indiquées à l'[appendice 6 - Méthodes de travail](#), doivent être observées le plus fidèlement possible, le cas échéant.

Plan des mesures d'urgence

On doit élaborer et appliquer un plan des mesures d'urgence décrivant les mesures qui s'appliquent au lieu donné afin de garantir que la sécurité et la santé des occupants sont protégées dans les situations qui commandent un arrêt de travail et une évacuation des lieux.

8. Inspection des travaux relatifs à l'amiante et contrôle de la qualité de l'air

Travaux de types 1 et 2

Les travaux de types 1 et 2 sont assujettis aux exigences normales d'entretien ou d'inspection visant les travaux ordinaires. Le contrôle de la qualité de l'air ou l'inspection n'est pas obligatoire pour ces travaux.

Travaux de type 3

Le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante peut mettre sur pied, au nom du directeur de projet, un programme d'inspection et de contrôle de la qualité de l'air pour les projets dans lesquels des travaux de type 3 sont prévus. Les inspections et contrôles doivent être confiés à des experts-conseils ou à des ingénieurs possédant la formation et l'expérience requises ainsi qu'une protection d'assurance appropriée à la nature des travaux.

Lorsque des travaux de type 3 se déroulent dans un bâtiment occupé, ou en exploitation, les inspections et les contrôles de la qualité de l'air doivent avoir lieu tous les jours. Si les travaux se déroulent dans un bâtiment non occupé, les inspections doivent avoir lieu aux étapes essentielles des travaux, à moins que les normes provinciales exigent qu'elles aient lieu tous les jours, comme c'est le cas au Québec et en Colombie-Britannique.

Tous les projets d'enlèvement de l'amiante de type 3 doivent être soumis à des contrôles définitifs d'acceptation sous le rapport de la qualité de l'air, le critère d'acceptation étant une concentration maximale de 0,01 fibre/mL d'air, mesurée par la méthode normale de microscopie par contraste de phase.

9. Contrôle de la qualité de l'air et analyses d'échantillons massifs

Contrôle de la qualité de l'air aux fins de l'évaluation des risques

Lorsque le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante a déterminé, en réponse à une demande, que l'on devait contrôler la qualité de l'air dans les zones du bâtiment où les conditions sont normales (p. ex., les zones éloignées des travaux relatifs à l'amiante), les relevés doivent être effectués selon la méthode de microscopie électronique de transmission.

NOTA : Le contrôle de la qualité de l'air ne doit pas servir de moyen principal d'évaluer les risques que présentent les matériaux contenant de l'amiante.

Contrôle de la qualité de l'air durant les travaux relatifs à l'amiante

Le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante doit mettre sur pied un programme de contrôle de la qualité de l'air durant les travaux de type 3, le cas échéant, afin de déterminer si les méthodes de travail sont sécuritaires et si l'isolement de la zone des travaux est efficace. Les relevés nécessaires doivent être faits selon la méthode de microscopie à contraste de phase, qui est reconnue par Développement des ressources humaines Canada, Programme du travail, et l'autorité provinciale en matière de sécurité et de santé au travail.

Les relevés au microscope à contraste de phase doivent être effectués selon la méthode 7400 de la NIOSH, sauf en ce qui concerne la Colombie-Britannique et le Québec où d'autres méthodes analytiques sont prescrites.

Les analyses des échantillons d'air prélevés selon la méthode de microscopie à contraste de phase doivent être effectuées par Santé Canada ou des personnes ou des entreprises agréées en vertu d'un programme externe de contrôle de la qualité.

Prélèvement et analyse des échantillons massifs

La marche à suivre pour prélever et étiqueter les échantillons massifs aux fins des analyses de la teneur en amiante est décrite à l'[appendice 6 - Méthodes de travail](#).

Les analyses visant à déterminer la teneur en amiante des matériaux doivent être effectuées par Santé Canada ou des laboratoires privés accrédités en vertu du programme National Voluntary Laboratory Accreditation du U.S. National Institute of Science and Technology (NIST). Les laboratoires doivent utiliser les seuils de détection indiqués à l'[appendice 1 - Seuil de détection des analyses des échantillons massifs](#).

Tenues des dossiers

Le coordonnateur régional des questions d'amiante doit conserver des copies de tous les rapports et dossiers relatifs aux essais, au prélèvement d'échantillons et aux analyses visant les bâtiments et les installations qui se trouvent dans sa région.

10. Enquête sur les situations de risque

Lorsqu'un employé est ou peut être exposé à de l'amiante dispersé dans l'air par suite du dérangement de matériaux qui en contiennent au cours des travaux d'entretien, de rénovation ou de construction pour lesquels on n'a pas observé les mesures de précaution prescrites par le code de pratique relatives à l'amiante, ou par suite d'un contact accidentel, et non protégé, avec de tels matériaux, le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante doit désigner une personne compétente pour effectuer une évaluation des risques existants. Cette enquête portera sur les risques éventuels de la présence démontrée du matériau dangereux.

Le coordonnateur régional doit informer, par écrit, le comité ou des représentants de la santé et de la sécurité au travail, de la tenue d'une telle enquête.

L'enquête doit permettre de déterminer les risques éventuels et confirmer la présence du matériau dangereux sous forme de particules en suspension dans une proportion inférieure d'au moins 50 p. 100 à la limite d'exposition permise. Si les résultats de l'enquête indiquent que ce seuil est atteint, un plan de neutralisation doit être mis en œuvre.

Plan de neutralisation de l'amiante

Lorsque l'enquête a confirmé la présence d'amiante en suspension dans l'air dans une proportion

inférieure d'au moins 50 p. 100 à la limite d'exposition permise, on doit établir et mettre en œuvre un plan de neutralisation afin de satisfaire aux exigences suivantes :

- établissement de la liste des endroits où des matériaux contenant de l'amiante se trouvent;
- élaboration de méthodes de neutralisation;
- mise en œuvre d'un programme de surveillance médicale, lorsque c'est possible;
- formation des employés.

Le plan de neutralisation doit être révisé au moins une fois par année ou chaque fois que des faits nouveaux en modifient les éléments.



Annexe C - Appendice 1 - Évaluation des matériaux contenant de l'amiante (MCA) et recommandations sur leur gestion

1. Évaluation de l'état des matériaux

Matériaux ignifugeants, isolants et finis texturés pulvérisés

Voici les critères qui s'appliquent à l'évaluation des matériaux ignifugeants, des isolants et des finis texturés, décoratifs ou insonorisants qui contiennent de l'amiante (MCA).

BON La surface des matériaux ne montre pas de signes importants de dommages, de détérioration ou de décollement. Dans cette cote, la proportion maximale admissible de la surface endommagée est de 1 p. 100. Pour évaluer l'état des matériaux ignifugeants pulvérisés, l'enquêteur doit savoir que les produits d'amiante pulvérisés présentent une surface très irrégulière. L'état des matériaux ignifugeants ou des finis texturés non encapsulés ou non peints est considéré si ces derniers ne présentent pas de signe de décollement ou de dommages et sont encapsulés, même endommagés ou décollés, lorsque l'encapsulage a été réalisé après coup.

MAUVAIS Les matériaux pulvérisés montrent des signes de dommages, de décollement de détérioration. Plus de 1 p. 100 de la surface des MCA pulvérisés est endommagé.

Les dommages observés dans des endroits isolés peuvent entrer dans les deux catégories, soit BON et MAUVAIS. L'importance des dommages ou la proportion de la surface atteinte est enregistrée sur le formulaire d'enquête ou de réévaluation.

NOTA : La cote PASSABLE n'est pas utilisée ni considérée comme un critère valable dans l'évaluation des matériaux ignifugeants, des isolants ou des finis texturés.

L'évaluation des MCA appliqués par pulvérisation à des fins d'ignifugation et d'isolation thermique, ou les finis texturés, décoratifs ou insonorisants qui se trouvent dans les vides de plafond est parfois limitée par le nombre d'observations possibles ou par la présence d'éléments du bâtiment comme des conduits ou des murs à pleine hauteur d'étage. Les personnes qui ont à pénétrer dans ces endroits doivent prendre soin de vérifier au préalable s'il n'y a pas de DÉBRIS de MCA avant de s'y engager ou de travailler dans les vides de plafond où des MCA se trouvent, quel que soit leur état.

Isolants mécaniques

BON Les isolants sont entièrement entourés d'une gaine et ne montrent aucun signe apparent de dommages ou de détérioration. Aucun isolant n'est apparent. Cette cote

est attribuée même si les gaines présentent des dommages superficiels mineurs (p.ex., éraflures ou taches), sans perforation.

PASSABLE Petites perforations de la gaine des isolants (coupures, déchirures, entailles, détérioration ou décollement) ou isolants sans gaine non endommagés. L'isolant est apparent mais ne montre pas de détérioration de sa surface. La quantité d'isolants manquants va de minime à nulle.

MAUVAIS La gaine d'origine de l'isolant est manquante, endommagée, détériorée ou décollée. L'isolant est apparent et de grandes parties ont été déplacées. Les dommages ne peuvent être facilement réparés.

L'évaluation des isolants mécaniques est parfois limitée par le nombre d'observations possibles ou par la présence d'éléments du bâtiment comme des conduits ou des murs à pleine hauteur d'étage, auquel cas, il n'est pas possible d'examiner sous tous les angles la surface entière de l'isolant.

Matériaux non friables se comportant comme des matériaux friables

En général, les matériaux non friables ont peu tendance à laisser échapper des fibres dans l'air, même s'ils subissent une rupture mécanique. Par contre, certains d'entre eux, par exemple les produits extérieurs d'amiante-ciment, peuvent être dans un état de détérioration tel que le liant se désagrège et libère des fibres d'amiante. Dans ce cas, les matériaux non friables très détériorés doivent être traités comme des produits friables.

2. Évaluation de l'accessibilité

Voici les critères qui servent à classer l'accessibilité des matériaux réputés ou soupçonnés contenir de l'amiante :

ACCESSIBILITÉ (A) Parties du bâtiment à la portée de tous les occupants (depuis le plancher). Comprend aussi les locaux comme les gymnases, les ateliers et les aires de stockage, dans lesquels les utilisateurs peuvent déranger les MCA qui sont normalement hors de portée depuis le plancher.

ACCESSIBILITÉ (B) Aires réservés au personnel d'entretien et auxquelles il peut accéder sans l'aide d'une échelle, ce qui comprend les saignées, les tunnels et les aires de service ou les aires accessibles à l'aide d'une échelle fixe ou d'une passerelle, par exemple, le dessus des équipements, les mezzanines.

ACCESSIBILITÉ AUX MATÉRIAUX APPARENTS (C) Aires du bâtiment se trouvant au-dessus de huit pieds de hauteur accessibles à l'aide d'une échelle. Se rapporte uniquement aux MCA exposés à la vue depuis le plancher ou une échelle, sans avoir à enlever des éléments comme les carreaux de plafond ou les trappes ou portes d'accès. Ne comprend pas les aires de service peu visitées.

ACCESSIBILITÉ AUX MATÉRIAUX DISSIMULÉS (C) Aires du bâtiment auxquelles on a accès en enlevant des éléments, comme, entre autres, les plafonds suspendus et les panneaux d'accès des plafonds rigides. Comprend les vides sanitaires, les combles, etc., peu visités. Les observations se limitent aux matériaux visibles depuis les points d'accès.

ACCESSIBILITÉ (D) Aires du bâtiment se trouvant derrière les plafonds rigides, les murs ou l'équipement mécanique, etc., et nécessitant la démolition de ces derniers pour atteindre les MCA. L'évaluation de l'état et de la quantité des matériaux contenant de l'amiante est limitée, voire impossible à effectuer, selon que le vérificateur peut voir ou non les matériaux.

3. Débris de MCA

Débris de MCA friables

Les MCA détachés sont enregistrés séparément de la source présumée de matériaux friables (matériaux ignifugeants, calorifuges, finis texturés, décoratifs ou insonorisants pulvérisés ou isolants mécaniques) et classés sous la désignation DÉBRIS.

Débris de MCA non friables endommagés

Les MCA détachés provenant de matériaux non friables endommagés sont enregistrés séparément de la source des MCA non friables. Seuls les MCA non friables détachés, qui sont devenus friables, sont désignés DÉBRIS.

La détermination de l'emplacement exact ou de la présence de DÉBRIS sur les carreaux de plafonds est limitée par le nombre d'observations possibles et la présence d'éléments du bâtiment comme les conduits ou des murs pleine hauteur d'étage. Les ouvriers doivent vérifier s'il y a des DÉBRIS avant de pénétrer dans les vides de plafond ou de travailler à proximité d'isolants mécaniques dans les aires du bâtiment où se trouvent des MCA, que des DÉBRIS aient été signalés ou non.

4. Liste et description des mesures d'intervention

Voici les mesures d'intervention exigées en vertu du Programme de gestion de l'amiante :

- Enlèvement immédiat des DÉBRIS susceptibles d'être dérangés;
- Enlèvement, réparation ou encapsulage des MCA friables dont l'état est classé BON ou PASSABLE si leur détérioration continue peut générer des DÉBRIS susceptibles d'être dérangés.

Voici les facteurs à prendre en compte lorsqu'il s'agit de recommander des mesures visant à assurer la conformité aux règlements et de mettre en œuvre le programme de gestion de l'amiante :

1. Les MCA en MAUVAIS état ne sont pas facilement réparables sur place.

S'il est nécessaire de neutraliser les effets nocifs de l'amiante, la mesure recommandée est l'enlèvement (l'encapsulage des matériaux est une autre solution possible dans des circonstances inhabituelles).

2. Les isolants mécaniques dont l'état est jugé PASSABLE seront réparés ou enlevés selon les recommandations générales suivantes qui s'appliquent au cas par cas.

Réparer les isolants mécaniques contenant de l'amiante dont l'état est PASSABLE et qui se trouvent dans des endroits dont la cote d'ACCESSIBILITÉ est (B) ou (C) (matériaux apparents).

Enlever les isolants mécaniques contenant de l'amiante dont l'état est PASSABLE et qui se trouvent dans des endroits dont la cote d'ACCESSIBILITÉ est (B) et (C) (matériaux apparents), si ces matériaux sont exposés à des dommages subséquents.

Enlever les isolants mécaniques contenant de l'amiante dont l'état est PASSABLE et qui se trouvent dans des endroits dont la cote d'ACCESSIBILITÉ est (A) afin d'éliminer les risques des dommages subséquents dus aux activités des utilisateurs du bâtiment.

3. La gestion des MCA jugés en BON état qui se trouvent dans des endroits dont la cote d'ACCESSIBILITÉ est (A) peut prendre la forme d'une surveillance, aussi longtemps que ces

matériaux ne seront pas dérangés par des travaux de rénovation, d'entretien ou de démolition. L'enlèvement proactif des MCA se trouvant dans des endroits à cote d'ACCESSIBILITÉ (A) sera envisagé s'ils sont exposés à des dommages dus aux activités (accidentelles ou délibérées) des occupants.

4. Les produits non friables ou les produits fabriqués sont assujettis aux mesures d'intervention suivantes :

Les produits non friables et les produits fabriqués jugés en MAUVAIS état, ou les DÉBRIS friables provenant de la détérioration de MCA non friables, sont traités comme des matériaux friables. La mesure d'intervention appropriée, compte tenu de leur accessibilité, est choisie dans la liste des mesures d'intervention visant les MCA friables.

Pour les produits non friables ou les produits fabriqués jugés en BON état, on recommande la mesure n° 7 (surveillance), quelle qu'en soit l'accessibilité.

5. Enlever tous les MCA des endroits où de petites quantités d'amiante sont présentes. Cette intervention aura pour conséquence de soustraire les endroits visés par le Programme de gestion de l'amiante.

Le tableau des mesures d'intervention reproduit plus bas énumère les mesures de contrôle recommandées. Une description complète des MESURES D'INTERVENTION suit le tableau.

TABLEAU DES MESURES D'INTERVENTION

ACCESSIBILITÉ	MCA FRIABLES			
	CONDITION			DÉBRIS
	BON	PASSABLE	MAUVAIS	
(A)	MESURE 5/7 ¹	MESURE 5/6 ²	MESURE 3	MESURE 1
(B)	MESURE 7	MESURE 6/5 ³	MESURE 3	MESURE 1
(C) (apparent)	MESURE 7	MESURE 6	MESURE 4	MESURE 2
(C) (dissimulé)	MESURE 7	MESURE 7	MESURE 4	MESURE 2
(D)	MESURE 7	MESURE 7	MESURE 7	MESURE 7

¹MESURE 7 exigée si les matériaux à cote d'ACCESSIBILITÉ (A) BON ÉTAT ne sont pas enlevés.

²MESURE 6 exigée si les matériaux à cote d'ACCESSIBILITÉ (A) ÉTAT PASSABLE ne sont pas enlevés.

³Enlever les MCA à cote d'ACCESSIBILITÉ (B) ÉTAT PASSABLE qui risquent d'être dérangés.

MESURE 1 Nettoyage immédiat des débris risquant fortement d'être dérangés

Restreindre les accès au cours desquels les DÉBRIS de MCA ont de fortes chances d'être dérangés et nettoyer immédiatement ceux-ci. Utiliser les méthodes de gestion de l'amiante adéquates. Cette mesure est prescrite dans le but d'assurer la conformité aux exigences réglementaires. L'inspecteur devrait informer immédiatement le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante lorsque cette mesure est appliquée.

MESURE 2

Accès dans des aires souillées par des débris de MCA - Mesures de précaution de

type 2

Aux endroits où il est possible d'isoler les DÉBRIS de MCA au lieu de les enlever ou de les nettoyer, employer des moyens appropriés pour en restreindre l'accès. Restreindre aussi l'accès de ces aires aux personnes qui appliquent les mesures de précaution de type 2 et appliquer ces mesures jusqu'à ce que les DÉBRIS aient été nettoyés et leur source neutralisée ou éliminée.

MESURE 3 Enlèvement des MCA aux fins de la conformité aux règlements

Enlever les MCA afin d'assurer la conformité aux exigences des règlements qui s'appliquent. Utiliser les méthodes qui conviennent à la portée des travaux d'enlèvement de l'amiante.

MESURE 4 Accès aux aires où se trouvent des MCA qui risquent d'être dérangés - Mesures de précaution de type 2

Employer les mesures de précaution de type 2 lorsque l'entrée ou l'accès dans une aire risque de déranger les MCA qui s'y trouvent. Appliquer la MESURE 4 jusqu'à ce que les MCA aient été enlevés (appliquer les mesures 1 ou 2 si des DÉBRIS sont présents).

MESURE 5 Enlèvement proactif des MCA

Enlever les MCA au lieu de les réparer, ou aux endroits où la présence d'amiante même en BON état n'est pas acceptable.

MESURE 6 Réparation des MCA

Réparer les MCA dont l'état est jugé PASSABLE et qui ne risquent pas d'être endommagés davantage ou déplacés du simple fait que l'aire ou la pièce est occupée. Une fois les réparations terminées, traiter les MCA comme des matériaux en BON état et appliquer la MESURE 7. Si des MCA sont susceptibles d'être endommagés ou dérangés du fait de l'utilisation normale de l'aire ou de la pièce, appliquer la MESURE 5.

MESURE 7 Surveillance régulière

Établir une surveillance régulière des MCA. Les ouvriers ou les entrepreneurs dûment formés doivent utiliser les mesures de précaution appropriées (types 1, 2 ou 3) s'ils entrent en contact avec des MCA.

5. Seuil de détection des analyses d'échantillons massifs

Un matériau qui renferme de l'amiante (MCA) est un matériau dont la teneur en amiante est égale ou supérieure à la limite établie par la province et déterminée par l'analyse d'échantillons massifs selon la méthode de microscopie en lumière polarisée. Les limites réglementaires, ou les lignes directrices en vigueur, qui permettent de désigner un matériau comme un matériau contenant de l'amiante, aux termes des règlements régissant l'emploi de l'amiante dans les bâtiments, sont indiquées ci-dessous :

**CONCENTRATION MINIMALE ÉTABLISSANT QU'UN MATÉRIAU PEUT ÊTRE DÉSIGNÉ
MATÉRIAU CONTENANT DE L'AMIANTE
(PAR PROVINCE)**

PROVINCE/RÉGION

TERRE-NEUVE
NOUVELLE-ÉCOSSE
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
NOUVEAU-BRUNSWICK

1,0%

ALBERTA	
COLOMBIE-BRITANNIQUE	
ONTARIO (incluant une partie de la région de la capitale nationale)	0,5%
SASKATCHEWAN (aucune concentration publiée)	
QUÉBEC (incluant une partie de la région de la capitale nationale)	0,1%
MANITOBA	



Annexe C - Appendice 2 - Notification et Consentement de l'entrepreneur



Cliquez ici pour voir la version Adobe Acrobat (connue également sous le nom de PDF) du [formulaire TPSGC-PWGSC 16](#).



Annexe C - Appendice 3 - Certificat de formation sur le travail comportant une exposition à l'amiante



Cliquez ici pour voir la version Adobe Acrobat (connue également sous le nom de PDF) du [formulaire TPSGC-PWGSC 15](#).



Annexe C - Appendice 4 - Fiche de travail - Travaux comportant une exposition à l'amiante



Cliquez ici pour voir la version Adobe Acrobat (connue également sous le nom de PDF) du [formulaire TPSGC-PWGSC 55](#).



Annexe C - Appendice 5 - Classement des travaux relatifs à l'amiante

Voici les critères qui s'appliquent au classement des travaux relatifs à l'amiante.

TRAVAUX DE TYPE 1

- Installation ou enlèvement de MCA non friables à l'aide d'outils manuels.
- Dérangement de MCA non friables à l'aide d'un outil à moteur doté d'un dispositif de ramassage de la poussière à filtre à haute efficacité.
- Enlèvement de matériaux de cloison sèche pour lesquels on a employé un produit de jointoiment contenant de l'amiante.
- Enlèvement ou remplacement d'au plus dix carreaux de plafond en fibre minérale comprimée contenant de l'amiante.
- Prélèvement d'échantillons de matériaux soupçonnés de renfermer de l'amiante.
- Travaux effectués à proximité d'amiante pulvérisé pouvant être dérangé.

TRAVAUX DE TYPE 2

- Enlèvement ou remplacement de plus de dix carreaux de plafond en fibre minérale comprimée

- contenant de l'amiante.
- Accès à des vides de plafond, des vides sanitaires, des tunnels à canalisations, etc., où se trouvent des débris de matériaux friables contenant de l'amiante.
 - En Colombie-Britannique, enlèvement de plaques de plâtre antérieures à 1980.
 - Enlèvement de petites quantités de MCA friables. Les travaux d'enlèvement de type 2 sont limités aux quantités suivantes par période de travail :
 - Colombie-Britannique - 0,1 m² ou 3 mètres linéaires de calorifuge de canalisation;
 - Québec - 0,03 m³ de débris;
 - Autres provinces - 1 m².
 - Réparation d'isolants mécaniques d'amiante. (Aucune quantité limite n'est imposée pour les travaux de réparation de type 2).

TRAVAUX DE TYPE 3

- Enlèvement ou dérangement de quantités importantes de MCA friables.
- Utilisation d'outils à moteur sans ramasse-poussière à filtre à haute efficacité sur des MCA non friables.
- Pulvérisation d'un produit d'encapsulation ou de scellement sur des matériaux de protection en amiante friable.
- Déplacement de conduits ou d'installations de traitement d'air recouverts de matériaux ignifugeants ou isolants pulvérisés contenant de l'amiante qui desservent ou traversent des aires d'un bâtiment.
- Réparation, modification ou démontage d'une chaudière, d'un générateur d'air chaud, d'un séchoir ou d'une installation similaire comportant des matériaux réfractaires en amiante.



Annexe C - Appendice 6 - Méthodes de travail

Méthodes de travail de Type 1

Pour connaître les endroits où se trouvent des MCA, consulter l'édition courante du rapport d'inventaire et d'évaluation des matériaux contenant de l'amiante.

NOTA : Pour utiliser les méthodes de travail de type 1, on suppose que les matériaux non friables peuvent être enlevés sans dégagement important de poussières sèches. Les débris sont permis à condition que les matériaux puissent être mouillés copieusement avant l'enlèvement. Si l'on prévoit que des quantités importantes de poussière sèche seront générées, ne pas employer ces méthodes. Il appartient au coordonnateur régional chargé des questions d'amiante de déterminer quel type (1, 2 ou 3) de méthode de travail est le plus approprié.

1. Équipement

Tout l'équipement requis doit être amené sur les lieux avant le début des opérations.

1. *Aspirateur*

L'emploi d'un aspirateur est facultatif; on peut utiliser à la place une méthode de nettoyage par voie humide. Si un aspirateur est utilisé, choisir un aspirateur muni d'un filtre à haute efficacité et des brosses et accessoires requis. Selon les méthodes de travail de type 2, on ne doit ouvrir l'aspirateur qu'à l'intérieur d'une enceinte ou sous une hotte de laboratoire. Nettoyer avec un chiffon mouillé le corps de l'aspirateur après le vidage. Un filtre à haute efficacité retient les particules d'environ 0,3 micromètre avec une efficacité de 99,97 %.

2. *Appareils respiratoires*

Le port d'un appareil respiratoire est facultatif pour les travaux de type 1. Par contre, il est fortement recommandé d'utiliser ce type de protection pour l'enlèvement des revêtements de sol en feuilles et les carreaux de plafonds de quelque type que ce soit, et pour tous les travaux d'enlèvement de matériaux au-dessus de la tête. L'employeur doit fournir les aspirateurs sur demande. Le type recommandé est le respirateur à demi-masque muni d'un filtre à haute efficacité. On devrait aussi donner des instructions sur l'utilisation des respirateurs et vérifier leur ajustement. Les respirateurs doivent être approuvés par la NIOSH et acceptés par l'autorité provinciale compétente. Les travailleurs doivent suivre les instructions d'utilisation qui leur ont été transmises au cours des séances de formation. Les filtres doivent être changés après 24 heures d'utilisation ou à des intervalles plus courts si la respiration devient difficile.

NOTA : Les employés sont tenus de subir un examen médical conformément à la [*PM 059 - Examen de santé - Sécurité et santé, TPSGC*](#), avant de suivre les séances de formation sur l'utilisation des respirateurs.

3. *Vêtements de protection*

Les vêtements réutilisables ou jetables sont permis. Nettoyer à l'aspirateur à haute efficacité les vêtements réutilisables et les laver à la machine conformément aux prescriptions visant les vêtements contaminés à l'amiante. Éliminer les vêtements et les filtres des respirateurs comme s'il s'agissait de déchets d'amiante.

4. *Autre matériel*

- Feuilles de polyéthylène de 0,15 mm (6 mil) - comme toiles de protection;
- pompe à pulvériser avec ajustage à atomisation, ou autre moyen pour mouiller les matériaux;
- sacs pour déchets d'amiante, dûment étiquetés et de couleur jaune, en polyéthylène de 0,15 mm (6 mil) - pour les déchets d'amiante et le matériel jetable, le plastique, etc.;
- instruments et matériel de nettoyage - p. ex., tampons à récurer, éponges, brosses, seaux, etc.

2. **Autres mesures de protection**

1. Il est interdit de manger, de boire ou de fumer dans la zone des travaux.
2. En quittant les lieux de travail, les travailleurs doivent se laver les mains et le visage.

3. **Préparation**

1. Avant de déplacer des matériaux non friables contenant de l'amiante, recouvrir (si possible) le plancher et les surfaces au-dessous de l'aire de travail de feuilles de polyéthylène pour collecter les débris.
2. Enlever à l'aide d'un aspirateur à haute efficacité ou un chiffon humide la poussière visible susceptible d'être soulevée pendant les travaux.

4. **Exécution**

1. Enlèvement de carreaux de plancher en amiante vinylique
 1. Il est interdit d'utiliser des racloirs électriques.
 2. Pour commencer, introduire la lame du racloir (utiliser un racloir de type service intense) dans le joint de deux carreaux et, dans un mouvement de levier, soulever le bord d'un

carreau. Décoller le reste du carreau de la même manière en prenant soin de ne pas appliquer trop de pression pour ne pas le casser.

3. Dans la mesure du possible, enlever les carreaux à l'aide d'outils manuels sans les briser. Si l'adhésif est trop résistant, pousser le racloir sous les carreaux en donnant des coups de marteau de force moyenne en maintenant le racloir à un angle compris entre 25° et 30° par rapport au plancher. Si ces efforts échouent, chauffer les carreaux au moyen d'un jet d'air chaud afin de ramollir l'adhésif.
4. Jeter chaque carreau une fois enlevé dans un contenant à déchets d'amiante. Éviter de casser les carreaux en petits morceaux.
5. Lorsqu'une petite section du plancher a été débarrassée des carreaux qui la recouvraient, gratter l'adhésif à l'aide d'un racloir jusqu'à ce qu'il n'en reste plus qu'une fine couche au sol. Aux endroits où l'adhésif résiste au racloir, utiliser un jet d'air chaud. Jeter les débris d'adhésifs dans un sac à déchets d'amiante. Ne pas tenter de décoller les morceaux de carreaux qui résistent sans les mouiller au préalable. Ne pas utiliser de racloirs électriques.
6. Une fois les travaux terminés dans l'aire, nettoyer le plancher à l'aide d'un aspirateur à haute efficacité ou d'un balai à laver mouillé. Jeter l'embout du balai comme si c'était un déchet contaminé.

2. Enlèvement des revêtements de sol en feuilles contenant de l'amiante

1. Enlever les bandes d'assemblage et autres moulures de fixation. Les ouvriers doivent porter en tout temps un respirateur muni d'un filtre à haute efficacité et une combinaison de protection.
2. Entailler la surface des feuilles à tous les 100 mm à 200 mm jusqu'à mi-épaisseur du dossier de feutre. Pratiquer les entailles parallèlement aux murs.
3. Commencer à enlever la bande du couvre-sol la plus éloignée de la porte de la pièce en la soulevant par une extrémité de manière à la séparer du dossier. Arracher la bande lentement et uniformément en la roulant sur elle-même; elle devrait se détacher facilement du dossier. Une fois la bande complètement enlevée, la rouler serrée, l'attacher au moyen d'un ruban ou d'une attache quelconque et la jeter dans le contenant à déchets d'amiante. Mouiller l'assise de feutre d'amiante sitôt exposée.
4. Procéder de la même manière avec les autres bandes. Éviter de marcher sur le feutre d'amiante exposé. Sceller les contenants à déchets d'amiante lorsqu'ils sont pleins. Ne pas enlever plus de trois bandes avant de mouiller et de gratter l'assise de feutre.
5. Enlever les parties du support restantes par la méthode de grattage humide. Saturer le support d'eau à l'aide d'un vaporisateur, attendre qu'elle soit absorbée par le feutre et gratter. Maintenir le matériau mouillé en rajoutant de l'eau. Déposer les déchets dans le contenant à déchets d'amiante.
6. Continuer en alternant les deux opérations à raison de trois bandes à la fois. Prendre soin de ne pas marcher sur le plancher mis à nu.
7. Une fois le feutre complètement enlevé et le plancher débarrassé des débris, laisser sécher puis passer l'aspirateur ou une vadrouille mouillée. Ne pas passer le balai à sec. Jeter la tête de la vadrouille comme si c'était un déchet contaminé.
8. Laver soigneusement les outils et le matériel à l'aide d'un chiffon humide avant de les utiliser ailleurs. Jeter le chiffon comme si c'était un déchet contaminé.

3. Installation, découpage ou perçage de matériaux non friables contenant de l'amiante

1. Les travaux de type 1 ne doivent pas comprendre les opérations pour lesquelles on utilise des outils à moteur à collecteurs de poussière non munis de filtre à haute efficacité.
2. Dans la mesure du possible, mouiller tous les matériaux qui doivent être dérangés.
3. Déposer immédiatement les déchets dans des contenants à déchets d'amiante. Nettoyer fréquemment l'aire de travail durant les travaux au moyen d'un aspirateur à haute efficacité ou une méthode quelconque de nettoyage par voie humide.
4. À la fin des travaux, passer à l'aspirateur haute efficacité, ou nettoyer par voie humide, les toiles de protection qui seront réutilisées.
5. Éliminer comme des déchets contaminés les toiles de protection qui ne seront pas

réutilisées.

4. Enlèvement des autres matériaux non friables contenant de l'amiante

1. Les méthodes de travail de type 1 ne s'appliquent qu'aux matériaux qui peuvent être enlevés intacts, ou en sections, sans production de poussières ou de débris pulvérisés. Ils conviennent surtout aux panneaux d'amiante-ciment, aux carreaux insonorisants de plafond, aux garnitures d'étanchéité, etc.
2. Dans la mesure du possible, mouiller tous les matériaux qui doivent être déplacés.
3. Enlever les attaches qui retiennent les matériaux. Si possible, enlever les panneaux d'amiante-ciment sans les briser. Ne les casser que si nécessaire. Mouiller les rives des coupes.
4. Si des sections sont collées au support, mouiller le matériau et utiliser un racloir manuel pour décoller les sections.
5. Jeter les matériaux dans des contenants à déchets d'amiante. Nettoyer les surfaces avoisinantes et l'aire de travail à l'aide d'un aspirateur haute efficacité ou employer une méthode de nettoyage par voie humide (p. ex., à l'aide de chiffons humides que l'on éliminera après usage comme des déchets d'amiante).
6. Jeter les toiles de protection comme si c'était des déchets d'amiante.

5. Transport et élimination des déchets

1. Déposer les déchets dans un sac à déchets d'amiante dûment étiqueté, sceller le sac, en nettoyer la surface extérieure à l'aide d'un chiffon propre, puis le mettre dans un second sac propre et sceller ce dernier avec un ruban. Si les déchets d'amiante risquent de perforer le premier sac, déposer celui-ci dans un baril, un fût en fibre ou dans un carton ou une boîte en bois. Sceller ce contenant.
2. Placer les contenants à déchets dans une aire de stockage prévue à cette fin. Les contenants doivent être étiquetés et réservés pour l'évacuation des déchets d'amiante.
3. Le conditionnement des déchets doit être conforme au règlement provincial qui s'applique. L'organisation de l'élimination des déchets relève du gestionnaire immobilier.

Méthodes de travail de Type 2

Pour connaître les endroits où se trouvent des matériaux contenant de l'amiante, consulter l'édition courante du rapport d'inventaire et d'évaluation des matériaux contenant de l'amiante.

1. Équipement

Tout l'équipement requis doit être amené sur les lieux avant le début des opérations.

1. *Aspirateur*

Utiliser un aspirateur approuvé muni d'un filtre à haute efficacité et des brosses et accessoires requis. L'aspirateur ne doit être ouvert que par une personne portant des vêtements de protection appropriés et à l'intérieur d'une enceinte de type 2. Nettoyer avec un chiffon mouillé le corps de l'aspirateur après le vidage. Un filtre à haute efficacité retient les particules d'environ 0,3 micromètre avec une efficacité de 99,97 %.

2. *Appareils respiratoires*

Le port d'un appareil respiratoire approuvé est obligatoire dans l'aire de travail. L'employeur doit équiper chaque travailleur d'un respirateur avec filtre. Le type recommandé est le respirateur à

demi-masque muni d'un filtre à haute efficacité. Les respirateurs doivent être approuvés par la NIOSH et agréés par l'autorité provinciale compétente. Les travailleurs doivent porter leur respirateur en tout temps lorsqu'ils se trouvent dans l'aire des travaux, dès l'enlèvement du premier carreau de plafond jusqu'au nettoyage final des lieux et l'emballage des déchets. Les filtres doivent être changés après 24 heures d'utilisation ou à des intervalles plus courts si la respiration devient difficile.

3. *Vêtements de protection*

Tous les travailleurs doivent porter des combinaisons jetables avec capuchon à bord élastiqué. La combinaison avec le capuchon en place doit être utilisée en tout temps. Les combinaisons peuvent être nettoyées à l'aspirateur ou à l'aide d'un chiffon mouillé en vue d'une réutilisation, mais ne peuvent être portées plus de huit (8) heures au total. Ces vêtements de protection doivent être portés jusqu'au moment où les travailleurs quittent l'aire de travail ou jusqu'au démantèlement de l'enceinte. Le port de bottes spéciales ou de couvre-bottes est recommandé.

4. *Autre matériel*

- Feuilles de polyéthylène de 0,15 mm (6 mil) - pour la fabrication des enceintes ou comme toiles de protection;
- poteaux de bois ou attaches pour la fixation des feuilles de polyéthylène selon le cas;
- ruban adhésif pour fixer les feuilles de polyéthylène au plafond ou au plancher; on recommande d'utiliser un ruban adhésif double face de 18 mm (¾ po) de largeur pour fixer les feuilles de polyéthylène aux profilés du plafond suspendu;
- sacs dûment étiquetés en polyéthylène de 0,15 mm (6 mil) - pour les déchets d'amiante, les vêtements jetables, les feuilles de polyéthylène, etc.;
- pompe à pulvériser contenant une solution d'eau et d'agent mouillant pour mouiller l'amiante selon le besoin (diluer l'agent mouillant selon les recommandations du fabricant);
- panneaux d'avertissement;
- matériel de nettoyage - p. ex., tampons à récurer, éponges, brosses, seaux, etc.;
- matériel pour réparer les isolants (enduits, tissus, gaines en PVC);
- produit d'enrobage à appliquer au pinceau ou à pulvériser.

2. **Autres mesures de protection**

1. Il est interdit de manger, de boire ou de fumer dans la zone des travaux.
2. Après le nettoyage de l'aire des travaux, on doit nettoyer à l'aspirateur ou avec un chiffon humide les respirateurs et les bottes. Retirer son équipement de protection et se laver les mains et le visage dans la salle de toilettes la plus proche.

3. **Calendrier des travaux**

1. Effectuer les travaux lorsque le bâtiment n'est pas occupé. Si le bâtiment est occupé, ne pas commencer les travaux d'enlèvement.
2. Si des travaux urgents doivent être effectués dans le vide de plafond des aires occupées, s'assurer que le ministère concerné a averti les occupants pour qu'ils puissent quitter les lieux jusqu'à ce que les travaux soient terminés et que l'ordre de retour leur soit transmis.

4. **Préparation**

1. Arrêter les appareils de ventilation et d'extraction. Obturer toutes les ouvertures de ventilation, les diffuseurs, les grilles, etc., à l'aide de feuilles de polyéthylène scellées avec du ruban adhésif.

2. Si c'est possible, enlever les meubles ou l'équipement mobile et tout le matériel que les occupants désirent utiliser pendant la durée des travaux. Recouvrir les meubles ou l'équipement fixes de feuilles de polyéthylène de 0,15 mm (6 mil) scellées avec du ruban adhésif. Il s'agit de fabriquer des emballages étanches afin de protéger les articles de la poussière ou des débris.
3. Placer des écriteaux avertisseurs indiquant la présence d'amiante et l'obligation de porter des vêtements de protection pour pénétrer dans la zone, ou interdire l'accès de la zone à l'aide de ruban adhésif approprié.
4. Dans les pièces de dimensions réduites, recouvrir les murs de feuilles de polyéthylène de manière à pouvoir utiliser tout l'espace disponible. Dans les pièces de grandes dimensions, fabriquer des enceintes à l'aide de feuilles de polyéthylène de 0,15 mm (6 mil) pour isoler la zone des travaux et prévoir des échafaudages et des échelles, le cas échéant. S'il y a un plafond suspendu, prolonger l'enceinte jusqu'à celui-ci. Dans la plus grande mesure possible, les enceintes doivent être hermétiques et comporter un sas d'entrée fait d'un double rang de feuilles de polyéthylène. Recouvrir le plancher de l'aire des travaux de feuilles de polyéthylène de 0,15 mm (6 mil) fixées hermétiquement sur les murs de l'enceinte.
5. Avant d'enlever les carreaux de plafond ou de déplacer la gaine des canalisations ou le matériau ignifugeant pulvérisé, enfiler les vêtements de protection et le respirateur.

5. Exécution

1. Pour enlever les matériaux ignifugeants ou les enduits texturés, les saturer de la solution d'eau prémélangée, à l'aide de la pompe à pulvériser. Ne pas enlever les matériaux avant qu'ils soient imbibés jusqu'au support. Ne pas pulvériser de solution aqueuse aux endroits où il existe des dangers d'électrocution.
2. Pour enlever les calorifuges qui recouvrent les canalisations, en mouiller d'abord les parties endommagées puis découper la gaine. Maintenir la surface des calorifuges mouillée en pulvérisant de l'agent mouillant. Enlever les calorifuges par grandes sections et les jeter immédiatement dans les sacs à déchets. Saturer les débris qui adhèrent aux surfaces dénudées des installations mécaniques et nettoyer les surfaces à l'aide de tampons abrasifs, d'éponges, de chiffons, etc.
3. Pour réparer les calorifuges des canalisations, placer des toiles de protection directement sous les canalisations afin de faciliter le ramassage des matériaux délogés. Il n'est pas nécessaire d'ériger une enceinte. Vaporiser de l'eau sur les calorifuges dénudés afin d'en mouiller la surface puis appliquer la peinture et la toile d'enrobage ou installer le chemisage en PVC, le cas échéant.
4. Pour enlever les carreaux de plafond suspendu (là où des débris d'amiante ont été observés sur le dessus des carreaux ou de l'équipement), enlever un premier carreau et passer l'aspirateur sur toutes les surfaces accessibles. Passer l'aspirateur sur la surface supérieure de chaque carreau avant de l'enlever. Ranger les carreaux à proximité.
5. À l'aide d'un aspirateur haute efficacité ou d'un chiffon humide, enlever la poussière et les matériaux friables délogés qui pourraient être déplacés pendant les travaux.
6. Déposer immédiatement tous les morceaux d'amiante dans des sacs de polyéthylène de 0,15 mm (6 mil). Dans la plus grande mesure possible, prendre garde de ne pas échapper de morceaux sur le plancher. Une fois tout l'amiante enlevé, laver à l'eau la surface dénudée.
7. Nettoyer fréquemment et régulièrement l'aire des travaux à l'aide d'un aspirateur haute efficacité ou d'un balai à laver mouillé et déposer les déchets dans des sacs à déchets.

8. Une fois l'enlèvement des matériaux terminée, appliquer une couche épaisse d'un produit de scellement sur les bords dénudés des produits ignifugeants, des revêtements texturés ou des isolants mécaniques afin de les sceller. Appliquer une couche de produit de scellement sur les surfaces qui ont été débarrassées de l'amiante qui les recouvrait.
9. À la fin des travaux, décontaminer l'équipement, les outils et les matériaux en les lavant ou en les passant à l'aspirateur haute efficacité.
10. Mouiller les toiles de protection et les feuilles de polyéthylène des enceintes, puis les plier et les déposer dans les sacs à déchets. On ne doit pas réutiliser les toiles de protection ni les enceintes.
11. Avant de quitter l'aire des travaux, décontaminer les chaussures et les vêtements de protection en les passant à l'aspirateur haute efficacité ou en les essuyant avec un chiffon humide. Les combinaisons jetables doivent être décontaminées de la même façon avant d'être déposées dans des sacs étiquetés. Les travailleurs doivent enlever à l'aide d'un aspirateur la poussière qui recouvre les parties du corps exposées, leur vêtement et leur respirateur puis se laver les mains et le visage dans la salle de toilettes la plus proche.

6. Transport et élimination des déchets

1. Déposer les déchets dans un sac à déchets d'amiante dûment étiqueté, sceller le sac, en nettoyer la surface extérieure, puis le mettre dans un second sac propre et sceller ce dernier avec un ruban. Si les déchets d'amiante risquent de perforer le premier sac, déposer celui-ci dans un baril, un fût en fibre ou dans un carton ou une boîte en bois. Sceller ce contenant.
2. Placer les contenants à déchets dans une aire de stockage prévue à cette fin. Les contenants doivent être étiquetés et réservés pour l'évacuation des déchets d'amiante.
3. Le conditionnement des déchets doit être conforme au règlement provincial qui s'applique. L'organisation de l'élimination des déchets relève du gestionnaire immobilier.

Méthodes de travail de Type 3

Les méthodes de travail de type 3 ne doivent pas être incluses dans les méthodes standard puisqu'elles commandent d'élaborer des procédures spécifiques au projet et aux conditions ambiantes.

Méthodes de travail utilisant des sacs à gants

1. Équipement

Tout l'équipement requis doit être amené sur les lieux avant le début des opérations. Prendre note que les méthodes décrites ci-après sont fondées sur l'utilisation de sacs à gants en chlorure de polyvinyle Safe-T-Strip. (Les sacs à gants de marque Safe-T-Strip sont les seuls sacs à gants permis en Ontario.) Si l'on utilise des sacs à gants en polyéthylène jetables, lesquels sont autorisés dans d'autres régions, il est entendu que leur utilisation n'est permise qu'au seul endroit désigné et que les sacs ne peuvent être transportés ou utilisés ailleurs.

NOTA : Si l'on utilise des sacs à gants en polyéthylène jetables, remplacer les indications de la [section 5 - Exécution](#), par les méthodes d'utilisation recommandées par le fabricant.

1. Sacs à gants

Sacs préfabriqués en chlorure de polyvinyle de 0,25 mm (10 mil) avec gants intégrés également

en chlorure de polyvinyle de 0,25 mm (10 mil) et à bord élastiqué. Les sacs doivent être munis d'une double fermeture à glissière en leur partie supérieure. Les sacs devant être déplacés d'un endroit à un autre doivent de plus comporter une bande agrafe interne. Fournir des modèles de grandeur et de forme appropriées au type d'isolant à enlever. Jeter les sacs lorsqu'ils sont pleins. On ne doit pas les vider et les réutiliser.

2. *Sangles de fixation*

Sangles réutilisables en nylon d'au moins 25 mm (1 po) de largeur avec boucle en métal pour assujettir hermétiquement les extrémités des sacs autour des canalisations ou des isolants.

3. *Pulvérisateur d'eau*

Pulvérisateur à réservoir de jardinier, à faible pression, permettant de produire un brouillard ou un jet fin et large d'une solution d'eau et d'agent mouillant. Diluer l'agent mouillant selon les recommandations du fabricant.

4. *Appareils respiratoires*

Les travailleurs qui utilisent des sacs à gants doivent porter un appareil respiratoire approuvé. L'employeur doit équiper chaque travailleur d'un respirateur avec filtre. La protection offerte par les appareils doit être égale ou supérieure à celle offerte par un respirateur à demi-masque muni d'un filtre à haute efficacité. Les respirateurs doivent être approuvés par la NIOSH et agréés par l'autorité provinciale compétente. Les travailleurs doivent porter leur respirateur en tout temps, dès la mise en place des sacs autour des canalisations jusqu'au nettoyage final de celles-ci et l'emballage des déchets. Les filtres doivent être changés après 24 heures d'utilisation ou à des intervalles plus courts si la respiration devient difficile.

5. *Vêtements de protection*

Les travailleurs doivent porter des combinaisons jetables avec capuchon à bord élastiqué. Ils doivent les porter jusqu'à la fin du nettoyage des canalisations. Les combinaisons peuvent être nettoyées en vue d'une réutilisation ou jetées après usage dans des sacs à déchets d'amiante.

6. *Autre matériel*

- sacs à déchets d'amiante en polyéthylène de 0,15 mm (6 mil) dûment étiquetés - pour les déchets recueillis dans les sacs à gants, les combinaisons jetables, les produits de nettoyage, etc.;
- panneaux avertisseurs;
- scie - scie à lame souple facile à utiliser à l'intérieur des sacs;
- couteau à lame escamotable facile à utiliser à l'intérieur des sacs;
- feuilles de polyéthylène de 4 mil pour recouvrir les sections de canalisations dénudées ou endommagées avant la mise en place des sacs à gants;
- ruban adhésif - pour attacher les feuilles de polyéthylène aux canalisations;
- produits de nettoyage, p. ex., tampons à récureur, éponges, brosses, seaux, etc. ;
- aspirateur à haute efficacité pour aspirer l'air des sacs avant leur enlèvement. Un filtre à haute efficacité retient les particules de 0,3 micromètre avec une efficacité de 99,97 %.

2. **Autres mesures de protection**

1. Il est interdit de manger, de boire ou de fumer dans l'aire des travaux.
2. Après le nettoyage de l'aire des travaux, on doit nettoyer à l'aspirateur ou avec un chiffon humide les respirateurs et les bottes. Retirer son équipement de protection et se laver les mains et le

visage dans la salle de toilettes la plus proche.

3. Calendrier des travaux

1. Effectuer les travaux lorsque le bâtiment n'est pas occupé. Si le bâtiment est occupé, ne pas commencer les travaux d'enlèvement.

4. Préparation

1. Lorsque c'est possible, déplacer les meubles ou l'équipement qui se trouvent sous les canalisations à traiter. Fournir des échafaudages si nécessaire.
2. Placer un écriteau d'avertissement à toutes les entrées de la pièce dans laquelle les travaux auront lieu. Si nécessaire, isoler la zone des travaux à l'aide d'une barricade constituée d'un câble ou d'un ruban.
3. Isoler l'aire des travaux d'enlèvement de l'amiante des autres parties du bâtiment qui doivent demeurer accessibles, à l'aide de cloisons en feuilles de polyéthylène ou de rubans.
4. Fermer et sceller à l'aide de polyéthylène et de ruban adhésif les diffuseurs, les orifices de ventilation et les autres ouvertures des systèmes de ventilation et d'extraction.
5. Recouvrir de feuilles de polyéthylène les articles ou l'équipement se trouvant dans la zone des travaux qu'il serait impossible de nettoyer en cas de déversement accidentel. Bien fixer les feuilles à l'aide de ruban adhésif. Les feuilles de polyéthylène devraient recouvrir une surface égale à la hauteur des canalisations depuis le plancher, mais jamais moins de 3,6 m (12 pi) de largeur.
6. Sceller toutes les ouvertures et cavités se trouvant à proximité de la zone des travaux d'enlèvement par la méthode du sac à gants à l'aide d'une feuille de polyéthylène et de ruban adhésif.
7. Vérifier l'état du calorifuge des canalisations à enlever. S'il présente des dommages mineurs, en vaporiser la surface et la réparer avec du ruban. Si la partie endommagée est étendue, entourer la canalisation d'une feuille de polyéthylène maintenue en place à l'aide d'un ruban adhésif en toile enroulé en spirale. Si les dommages sont très importants et difficiles à réparer, la méthode du sac à gants ne convient pas (utiliser les méthodes de travail de type 2).
8. Enlever à l'aide d'un aspirateur haute efficacité ou selon une méthode de nettoyage par voie humide tout matériau lâche se trouvant à la surface des canalisations ou sur le plancher. Si la quantité de matériau sur le plancher est importante, il peut être préférable de procéder selon la méthode de nettoyage décrite à la section des méthodes de travail de type 2 (se reporter à cette section).
9. Déposer les outils requis au fond du sac à gants.

5. Exécution

1. Refermer le sac autour de la canalisation et en sceller chaque extrémité à l'aide des sangles. Ne pas serrer trop fortement les sangles - laisser un peu de mou, ce qui facilitera les mouvements des mains à l'intérieur du sac. Si la canalisation est verticale, s'assurer que la sangle du bas passe dans l'oeillet de plastique et la languette de tissu de la fermeture éclair.
2. Introduire les mains à l'intérieur du sac et saisir l'outil approprié (scie, couteau, tenaille coupe-fils)

pour décoller le calorifuge de la canalisation. Disposer le calorifuge enlevé au fond du sac de manière à utiliser tout l'espace disponible. Enrouler le gainage métallique sur lui-même afin de réduire au minimum les risques de déchirement ou de perforation du sac.

3. Introduire l'ajustage de la pompe à pulvériser dans la soupape du sac et laver soigneusement la canalisation et la partie supérieure du sac. N'utiliser qu'une seule main pour faciliter le lavage. Mouiller l'isolant au fond du sac et le bord des morceaux d'amiante adhérant toujours à la canalisation.
4. Avant de retirer le sac de la canalisation, laver à fond le haut du sac et les outils. Introduire la bouche du tuyau de l'aspirateur haute efficacité dans la soupape élastifiée et extraire l'air du sac. Sceller la bande de fermeture, retirer le tuyau de l'aspirateur, détacher les sangles et enlever le sac. Réinstaller le sac à un nouvel endroit et le sceller avant d'ouvrir la bande de fermeture.
5. Pour déplacer le sac le long de la canalisation, desserrer les sangles, déplacer le sac et le sceller en place. Jouer avec la fermeture-éclair pour contourner les suspentes. Répéter les opérations d'enlèvement décrites ci-dessus.
6. Si le sac à gants se déchire, est entaillé ou s'ouvre d'une quelconque façon, cesser les opérations en cours et réparer la brèche. Ramasser à l'aide d'un aspirateur haute efficacité ou par voie humide le matériau qui s'est répandu.
7. Pour enlever le sac une fois l'enlèvement de l'isolant terminé, laver à fond la partie supérieure du sac et les outils et fermer la bande de fermeture hermétique interne. Placer les outils dans un gant, tirer celui-ci à l'extérieur du sac et le tordre sur lui-même de manière à façonner une poche hermétique. Enrouler deux bandes de ruban adhésif autour du gant à une distance de 2,5 cm l'une de l'autre. Sectionner la poche ainsi formée en coupant entre les deux bandes adhésives.
8. Déposer la poche contenant les outils à l'intérieur d'un autre sac à gant. On peut également déposer la poche dans un seau d'eau et l'ouvrir sous l'eau pour nettoyer les outils. Laisser les outils sécher avant de s'en servir de nouveau.
9. Avant de jeter le sac, en chasser l'air à l'aide d'un aspirateur haute efficacité. Placer un sac en polyéthylène de 0,15 mm (6 mil) par dessus le sac à gants avant de l'enlever de la canalisation. Enlever les sangles. Ouvrir la fermeture-éclair, sceller le sac à gants puis le sac de polyéthylène.
10. Une fois le sac enlevé, vérifier si des résidus restent collés à la canalisation. Si nécessaire, après l'enlèvement de chaque morceau d'amiante, passer à l'aspirateur haute efficacité toute la surface de la canalisation ou l'essuyer avec un chiffon mouillé.
11. Sceller toutes les surfaces de la canalisation fraîchement dénudée à l'aide d'un produit de scellement afin de retenir toute poussière résiduelle. Recouvrir de toile ou d'un ruban à masquer les extrémités exposées du calorifuge d'amiante.
12. Avant de quitter l'aire des travaux, les travailleurs doivent décontaminer leurs chaussures et leurs vêtements de protection en les passant à l'aspirateur haute efficacité ou en les essuyant avec un chiffon humide. Les combinaisons jetables doivent être décontaminées de la même façon avant d'être déposées dans des sacs étiquetés. Les travailleurs doivent enlever à l'aide d'un aspirateur la poussière qui recouvre les parties du corps exposées, leur vêtement et leur respirateur puis se laver les mains et le visage dans la salle de toilettes la plus proche.

6. Transport et élimination des déchets

1. Placer les contenants à déchets dans une aire de stockage prévue à cette fin. Les contenants doivent être étiquetés et réservés pour l'évacuation des déchets d'amiante.

2. Le conditionnement des déchets doit être conforme au règlement provincial qui s'applique. L'organisation de l'élimination des déchets relève du gestionnaire immobilier.

Travaux d'enlèvement de l'amiante

Méthodes d'enlèvement d'urgence de l'amiante

On doit appliquer les méthodes d'enlèvement d'urgence lorsqu'il est nécessaire de protéger les travailleurs concernés de même que toutes les autres personnes contre une exposition à l'amiante en suspension dans l'air. Suivre les instructions le plus fidèlement possible en cas d'urgence.

Voici les mesures qui s'appliquent aux travaux d'intervention en cas d'inondation, de rupture de canalisations, d'effondrement de plafonds ou autres situations menaçant l'intégrité des matériaux contenant de l'amiante :

1. Faire évacuer complètement les lieux.
2. Si le temps le permet, construire une enceinte pour isoler la zone touchée.
3. Arrêter le système de ventilation desservant la zone.
4. Les travailleurs chargés des réparations doivent porter un appareil respiratoire et une combinaison jetable. S'ils portent des vêtements ordinaires, ceux-ci doivent être jetés s'ils montrent des signes de contamination.
5. Étendre des toiles de protection sous la zone des travaux afin de faciliter le nettoyage.
6. Effectuer les réparations urgentes en dérangeant le moins possible l'amiante.
7. Se procurer l'équipement approprié et éliminer les débris visibles. Utiliser un aspirateur haute efficacité ou une méthode de nettoyage par voie humide. Jeter les produits de nettoyage comme si c'était des déchets contaminés.
8. Les travailleurs doivent essuyer leur combinaison jetable et leurs chaussures ou les passer à l'aspirateur, et se laver le visage et les mains dans une salle de toilettes.
9. Avertir le gestionnaire immobilier du danger de dérangement de l'amiante avant d'autoriser l'accès aux personnes ne portant aucune protection. Le gestionnaire immobilier communiquera avec le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante afin de déterminer si des mesures de précaution supplémentaires doivent être appliquées. Le coordonnateur régional organisera les opérations d'enlèvement, de nettoyage ou de réparation de l'amiante.
10. Le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante doit évaluer l'ampleur du dérangement de l'amiante, déterminer les mesures supplémentaires à prendre et décider si une enquête en vertu du *Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail* s'impose.

Méthodes d'échantillonnage massif

1. Prélever des échantillons lorsque l'aire n'est pas occupée. Seules les personnes concernées doivent être présentes dans la zone immédiate.
2. Vaporiser un fin brouillard d'eau sur le matériau afin de prévenir la propagation de fibres. Ne pas déranger le matériau plus que nécessaire.

3. Les matériaux d'apparence différente devraient être relevés séparément. Les isolants mécaniques recouvrant les installations, les réservoirs, les cuves, etc., doivent être échantillonnés séparément. Prélever des échantillons dans les sections droites des isolants préformés et le ciment isolant placé dans les coudes, les raccords, etc. (à moins qu'il s'agisse d'isolant de fibre de verre).
4. Prélever des échantillons dans toute l'épaisseur de l'isolant puisqu'il peut avoir été appliqué en plusieurs couches ou qu'il peut avoir été recouvert de peinture ou d'un enduit de protection quelconque.
5. Le port d'un appareil respiratoire est recommandé. Selon l'état du matériau, d'importantes quantités de fibres peuvent être libérées dans l'air au moment du prélèvement des échantillons.
6. Si des morceaux du matériau se détachent pendant le prélèvement des échantillons, nettoyer l'aire contaminée à l'aide d'un aspirateur haute efficacité ou selon une méthode de nettoyage par voie humide. Déposer les débris, le cas échéant, dans des sacs de polyéthylène dûment étiquetés et scellés et évacuer les sacs comme s'il s'agissait de déchets d'amiante.
7. Placer les échantillons dans des pochettes de plastique à fermeture hermétique ou dans des flacons de plastique scellés. Inscrire les renseignements suivants sur les contenants :
 - numéro de l'échantillon;
 - nom du bâtiment;
 - numéro de la pièce;
 - date du prélèvement;
 - nom de l'échantillonneur;
 - provenance de l'échantillon, p. ex., tuyau d'eau froide, raccord de tuyau d'eau froide, etc.
8. Sceller provisoirement les ouvertures pratiquées aux fins du prélèvement des échantillons (par exemple, avec du ruban adhésif ou du ruban d'aluminium enroulé autour de la canalisation) et en informer le gestionnaire immobilier ou le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante.
9. Les analyses des échantillons doivent être effectuées par le laboratoire de Santé Canada ou un laboratoire accrédité en vertu du National Voluntary Laboratory Accreditation Program (NVLAP). Pour obtenir la liste des laboratoires agréés, communiquer avec le coordonnateur régional chargé des questions d'amiante.

Ajustement, inspection, nettoyage et désinfection des appareils respiratoires

Appareils respiratoires à demi-masque

AVERTISSEMENT : Ce type d'appareil respiratoire ne fournit pas de l'oxygène. Il ne doit pas être porté dans les atmosphères pauvres en oxygène (moins de 19,5 %), les aires mal aérées ou les espaces clos comme des réservoirs ou des pièces exigües, et pour les travaux de grenailage à l'air comprimé ou les opérations de lutte contre l'incendie. L'appareil n'assure pas une protection contre les contaminants non couverts par la marque d'agrément.

Les appareils respiratoires doivent être approuvés pour la protection contre l'amiante. Vérifier s'ils portent la marque de certification de la NIOSH.

1. Ajustement de l'appareil

Les personnes qui sont tenues de porter un appareil respiratoire doivent au préalable se soumettre à un essai d'ajustement qualitatif conformément à la version la plus récente de la norme CSA Z-94.4. Les essais doivent être repris tous les ans.

2. Points d'inspection préalable à l'utilisation

1. Couvre-face :

- poussière;
- fissures, déchirures ou perforations;
- torsion et rigidité;
- fissures.

2. Serre-tête :

- ruptures ou déchirures;
- perte d'élasticité;
- boucles et attaches défectueuses ou brisées.

3. Soupapes :

- résidus de détergent, poussières ou autre matériau sur les soupapes ou leur siège;
- fissures, déchirures ou torsion du matériau des soupapes;
- soupapes ou capuchon de soupape manquants ou défectueux.

4. Filtre :

- filtre de type approprié à l'amiante (à haute efficacité);
- installation mal faite, raccords baillants, garnitures manquantes ou usées ou filets usés;
- fissures, bosses dans le logement du filtre.

5. Infiltrations d'air :

Effectuer les essais suivants chaque fois que l'appareil est porté :

- *essai d'étanchéité par dépression* : couvrir les orifices d'admission d'air, aspirer et retenir son souffle; le respirateur devrait se coller contre le visage et rester dans cette position pendant au moins dix secondes (si ce n'est pas le cas, vérifier la soupape d'expiration et l'ajustement du masque);
- *essai d'étanchéité par pression positive* : couvrir le capuchon de la soupape d'expiration, souffler légèrement et retenir son souffle; le respirateur devrait se présuriser légèrement tout en demeurant étanche (si ce n'est pas le cas, vérifier les soupapes d'inhalation et l'ajustement).

3. Nettoyage et désinfection des appareils respiratoires

1. Retirer les filtres et démonter le couvre-face. Remplacer ou réparer les pièces défectueuses.
2. Laver les pièces à l'eau tiède (50 °C - 60 °C) et un détergent doux, et à l'aide d'une brosse. On peut se procurer des produits de nettoyage et de désinfection auprès des fabricants d'appareils respiratoires.
3. Rincer à fond les pièces à l'eau tiède propre.
4. Sécher les pièces au jet d'air ou au moyen d'un chiffon propre non pelucheux.
5. Remonter l'appareil et vérifier que toutes les pièces fonctionnent bien (voir ci-dessus). Vérifier qu'aucune soupape ne manque.

4. **Manutention et remplacement des cartouches filtrantes**

1. On peut réutiliser les filtres jusqu'à ce que la résistance soit trop forte. Dans les conditions reliées aux travaux de type 2, les cartouches filtrantes devraient durer au moins 24 heures. Sceller avec du ruban adhésif l'orifice d'admission des cartouches filtrantes qui seront réutilisées avant de les remiser.
2. Lorsque les cartouches filtrantes sont trop encrassées pour être réutilisées, en sceller l'orifice d'admission avec du ruban et les éliminer de la même façon que des déchets contaminés.





ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 of 2

Description et emplacement des travaux Fourniture de la main-d'oeuvre qualifiée et l'outillage requis pour des services de ferblanterie et de climatisation. Établissement Archambault, Établissement Sainte-Anne-des-Plaines, Centre Régional de Réception (SCC)	N° de contrat. 21301-148387/MTTC/001
	N° de projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code postal
Nom de l'assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal
Assuré additionnel				
Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux				

Genre d'assurance (Exigé lorsque coché)	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Par sinistre	Plafonds de garantie	Global - Risque après travaux
<input checked="" type="checkbox"/> Responsabilité civile des entreprises Responsabilité complémentaire/excéd.				\$	\$	\$
<input checked="" type="checkbox"/> Assurance des chantiers / Risques d'installation				\$	\$	\$
<input type="checkbox"/> Responsabilité pollution des entreprises				\$	<input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement	Global \$
<input type="checkbox"/> Responsabilité maritime				\$		
<input type="checkbox"/> Responsabilité aérienne				\$	<input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement	Global \$
<input type="checkbox"/>						

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) l'assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de Téléphone

Signature

Date

J / M / A

<p>Généralités</p> <p>Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.</p> <p>Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.</p> <p>Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.</p> <p>Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.</p>	<p>Responsabilité civile des entreprises</p> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.</p> <p>La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Dynamitage. b) Battage de pieux et travaux de caisson. c) Reprise en sous-œuvre. d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré. <p>La police doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un « Plafond par sinistre » d'au moins 5 000 000 \$; b) un « Plafond global général » d'au moins 10 000 000 \$ par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite. c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins 5 000 000 \$. <p>Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.</p>	<p>Assurance des chantiers / Risques d'installation</p> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par la plus récente édition des formulaires BAC 4042 et BAC 4047.</p> <p>Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.</p> <p>Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par l'amiante, les champignons et spores, le cyber et le terrorisme.</p> <p>La police doit avoir un plafond qui n'est pas inférieur à la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, la police doit être modifiée pour refléter la valeur révisée du contrat.</p> <p>Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payée à sa Majesté ou selon les directives du Canada conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance »</p> <p>https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2.</p>
<p>Responsabilité pollution des entreprises</p> <p>La limite de responsabilité doit avoir un plafond équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par incident ou par événement et suivant le plafond global.</p>	<p>Responsabilité maritime</p> <p>La garantie d'assurance doit être fournie par une police d'assurance protection et indemnisation mutuelle et doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution.</p> <p>L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la <i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i>, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail du territoire ou de la province ayant juridiction sur ces employés.</p> <p>La police doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.</p>	<p>Responsabilité aérienne</p> <p>La garantie d'assurance doit inclure la responsabilité aérienne pour les blessures corporelles (y compris les blessures subies par les passagers) et les dommages matériels d'un montant minimum de 5 000 000 \$ par incident ou par événement et suivant le plafond global.</p>